Ministère de la Fonction publique

Rapport annuel 1983-1984

Québec

Le contenu* de cette publication a été rédigé par le ministère de la Fonction publique

Cette édition a été produite par
la Direction générale
des publications gouvernementales

* Dans ce document, la forme masculine désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les hommes que les femmes.

Dépôt légal — 4e trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-09799-1
ISSN 0707-2619

© Gouvernement du Québec

Avant-propos*

Lettre du sous-ministre Pierre Sarault
aux cadres de la Fonction publique québécoise,
le 2 juin 1984

L'Assemblée nationale a adopté, le 21 décembre 1983, le projet de loi 51 intitulé « Loi sur la fonction publique ». Cette nouvelle loi modifie sensiblement le cadre d'intervention en matière de gestion des ressources humaines.

L'originalité de la nouvelle Loi sur la fonction publique tient au fait que son « élaboration » commence, en quelque sorte, avec son adoption. En effet, alors que la précédente loi 50 précisait les règles du jeu, définissait les concepts, accordait des pouvoirs de réglementation, la présente loi 51 énonce plutôt des principes, des orientations ou lignes de conduite servant à guider ceux et celles, dont les gestionnaires, qui auront à l'appliquer quotidiennement.

Parmi les énoncés sous-jacents à la loi, certains méritent que l'on s'y attarde de façon toute particulière. Ils sont précisés dès le début de la loi aux articles 2 et 3. Le premier énoncé, celui autour duquel s'articule l'ensemble de la loi, concerne la mission de la fonction publique, le service aux citoyens étant au coeur de cette mission. Les citoyens, comme l'a exprimé à plusieurs reprises la Ministre de la Fonction publique, « doivent être considérés comme des mandants conscients de leurs besoins et non comme des consommateurs à qui l'État fournit, selon son bon vouloir, une certaine quantité de biens et de services ».

Le second énoncé s'associe au premier. En effet, puisque nos ressources sont limitées, il ne deviendra possible d'offrir en quantité suffisante un service de qualité aux citoyens, que dans la mesure où l'on aura utilisé, de façon optimale, les ressources mises à notre disposition. Il est donc question, ici, d'efficience et de rendement de l'organisation et de l'administration de la fonction publique.

Le troisième énoncé, quant à lui, a trait à la « responsabilisation » des fonctionnaires et, au premier plan, des gestionnaires. La fonction publique ne pourra accomplir sa mission avec efficience que si, au départ, les gestionnaires ont la marge de manoeuvre voulue pour produire les résultats attendus. En matière de gestion des ressources humaines, la loi 51 établit clairement aux articles 37 à 41, que les sous-ministres et dirigeants d'organismes sont responsables de la gestion des ressources humaines qui leur sont allouées et qu'ils exercent cette responsabilité en favorisant la délégation à leurs adjoints et au personnel d'encadrement. Il nous faudra, à cet égard, comme l'indiquait madame Denise Leblanc-Bantey, « redéfinir certains rôles exercés actuellement par les autorités centrales et mettre l'accent sur la délégation de pouvoirs ». Il nous faudra encore nous débarrasser de la trop lourde réglementation en matière de gestion des ressources humaines et, à la place, énoncer certaines politiques générales qui serviront de guide à chaque gestionnaire.

Concernant la « redéfinition » des rôles des organismes centraux, vous aurez sans doute remarqué que, parmi les effets immédiats de la nouvelle Loi sur la fonction publique, il y a la disparition du ministère de la Fonction publique. Trois organismes centraux, au lieu de quatre, sont alors maintenus ou créés. Il s'agit:

— du Conseil du trésor qui se voit chargé d'établir des politiques générales en matière de gestion des ressources humaines et d'en évaluer la réalisation. Il est également chargé d'établir des programmes d'accès à l'égalité;

— de l'Office des ressources humaines qui veillera au recrutement et à la promotion des fonctionnaires, qui exercera un rôle de service et de conseil en matière de gestion des ressources humaines et qui, notamment, instaurera et maintiendra un système de planification et de développement de la carrière du personnel d'encadrement;

— de la Commission de la fonction publique qui demeure l'instance chargée d'entendre les appels logés par les fonctionnaires et qui aura la responsabilité de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions qui affectent les fonctionnaires ainsi que de vérifier le fonctionnement du système de recrutement et de promotion.

Enfin, pour ce qui est du quatrième énoncé, il confirme, comme l'exprimait encore la Ministre de la Fonction publique, « le droit du fonctionnaire d'être traité et géré avec impartialité, ce qui signifie justice et absence de discrimination et de favoritisme ». Ce souci d'impartialité doit s'appliquer particulièrement au recrutement et à la promotion. Le principe du mérite, introduit par la loi 50, est donc maintenu. Toutefois, afin d'améliorer l'efficacité du processus de dotation et afin d'éviter des coûts inutiles, certains aménagements (articles 42 à 54)

sont apportés, dont le principal consiste à regrouper, par niveau, les candidats et candidates déclaré(e)s aptes.

Voilà, brièvement présentée, la nouvelle Loi sur la fonction publique. Comme l'exprimait madame Denise LeBlanc-Bantey, « les plans sont là, réalisables. Il reste à construire, je devrais plutôt dire, à rénover ». Cette loi fournit le cadre de référence pour un changement en profondeur dans notre façon de voir la gestion de nos ressources humaines en particulier et, peut-être même, la gestion de l'ensemble de nos ressources. La prochaine étape appartient, pour une part, aux gestionnaires de la fonction publique. Ils devront s'impliquer davantage au niveau de leurs responsabilités, se faire confiance, prendre des risques calculés et répondre de leurs résultats. Une bonne partie de la réforme envisagée par la nouvelle loi repose, pourrait-on dire en terminant, sur leurs épaules... sur nos épaules.

---

* En raison de l'application de la Loi 51, le ministère de la Fonction publique publie, par la présente, son dernier rapport annuel.

Monsieur Richard Guay
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités du ministère de la Fonction publique, pour l'année financière 1983-1984.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

La ministre de la Fonction publique

Denise LeBlanc-Bantey

Québec, octobre 1984

Table des matières

1. Activités courantes 9

1.1 Les Programmes égalité en emploi 9

1.1.1 Femmes 9

1.1.2 Personnes handicapées 10

1.1.3 Communautés culturelles 11

1.2 La direction générale des emplois et des ressources humaines 13

1.2.1 Évaluation des emplois 13

1.2.2 Classification des emplois 13

1.2.3 Dotation des emplois 13

1.2.4 Développement des ressources humaines 14

1.2.5 Développement de carrière et assistance aux employés 14

1.3 La direction générale des relations du travail 15

1.3.1 Relations du travail 15

1.3.2 Élaboration des conditions de travail 15

1.3.3 Le règlement des griefs et des appels 16

1.4 La direction générale du personnel d'encadrement 17

1.4.1 Cadres supérieurs 17

1.4.2 Développement des ressources humaines 17

1.4.3 Renouvellement de carrière 19

1.4.4 Formacadres 19

1.4.5 Centre d'évaluation 19

1.5 La direction générale de la gestion de l'information 21

1.6 Les autres activités et services 23

1.6.1 Bureau de consultation en organisation 23

1.6.2 Service de la vérification 23

1.6.3 Service de l'analyse de la rémunération 24

Liste des tableaux

Annexe I – Données sur les activités du ministère 25

Tableau 1 – L'organisation du ministère de la Fonction publique 32

Tableau 2 – Le budget du ministère, 1983-1984 25

Tableau 3 – Les effectifs du ministère, 1983-1984 26

Tableau 4 – Nombre d'emplois évalués par organisme 27

Tableau 5 – Évaluation des emplois non délégués 27

Annexe 2 – Statistiques sur les effectifs de la fonction publique 29

Tableau 1 – Effectifs de la fonction publique selon le sexe (1983-1984) 29

Tableau 2 – Effectifs de la fonction publique selon la catétorie d'emploi et le sexe (1983-1984) 29

Tableau 3 – Effectifs de la fonction publique par ministère (1983-1984) 30

Tableau 4 – Effectifs des catégories hors-cadres et cadres supérieurs par ministère et sexe (1983-1984) 34

Tableau 5 – Effectifs de la catégorie d'emploi professionnels par ministère et sexe (1983-1984) 38

Tableau 6 – Effectifs selon le traitement et le sexe (1983-1984) 42

Tableau 7 – Entrées en fonction par catégorie d'emploi et sexe (1983-1984) 42

Tableau 8 – Répartition des départs par catégorie d'emploi, sexe et raison du départ (1983-1984) 43

Tableau 9 – Répartition des effectifs par catégorie d'emploi, sexe et région administrative (31 mars 1984) 44

Tableau 10 – Répartition des effectifs par ministère et région administrative (31 mars 1984) 46

Tableau 11 – Répartition des effectifs selon l'unité syndicale et le statut (syndiqués, non-syndiqués) (31 mars 1984) 50

Tableau 12 – Répartition des effectifs selon la catégorie d'emploi, le sexe et l'âge (31 mars 1984) 51

Tableau 13 – Répartition des effectifs selon la catégorie d'emploi, le sexe et le nombre d'années de service (31 mars 1984) 52

Tableau 14 – Répartition des effectifs des catégories d'emploi hors-cadres et cadres supérieurs selon le corps d'emploi et le sexe (31 mars 1984) 52

Tableau 15 – Répartition des effectifs professionnels selon le corps d'emploi et le sexe (31 mars 1984) 53

Tableau 16 – Répartition des effectifs professionnels selon le grade et le sexe (31 mars 1984) 53

Tableau 17 – Répartition des effectifs techniciens et assimilés selon le corps d'emploi et le sexe (31 mars 1984) 54

Tableau 18 – Répartition des effectifs techniciens et assimilés selon la classe d'emploi et le sexe (31 mars 1984) 55

Tableau 19 – Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon la catégorie d'emploi et le sexe (1983-1984) 55

Tableau 20 – Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon le ministère (1983-1984) 56

Tableau 21 – Répartition des effectifs du personnel saisonnier selon le ministère et la catégorie d'emploi (31 mars 1984) 57

Tableau 22 – Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ (1983-1984) 58

Tableau 23 – Répartition des effectifs réguliers autorisés au 1er avril 1983 et au 1er avril 1984, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1984, selon le ministère ou l'organisme 61

Tableau 24 – Répartition des personnes-année occasionnelles attribuées par le Conseil du Trésor (à titre indicatif) et utilisation, selon le ministère ou l'organisme, 1983-1984 62

1. Activités courantes

Cette section du rapport décrit succinctement le mandat de chacune des directions générales du Ministère et présente un aperçu des principales réalisations au cours de l'année 1983-1984.

1.1 Les Programmes égalité en emploi

Les Programmes égalité en emploi comprennent les divers programmes ayant comme objectif principal l'égalité en emploi dans la fonction publique pour des groupes spécifiques, notamment les femmes, les personnes handicapées, les communautés culturelles et les autochtones. Ils sont regroupés dans une entité, laquelle est chargée:

— de déterminer et de rendre opérationnelles des stratégies de changement nécessaires à l'implantation de l'égalité en emploi pour les différents groupes visés;

— de voir à la préparation d'instruments de diagnostic et d'évaluation dans le domaine égalité en emploi dans la fonction publique;

— de coordonner la mise en application de programmes;

— de concevoir et, au besoin, d'exécuter des projets spéciaux concernant la carrière et la promotion des personnes visées.

1.1.1 Secteur femmes

Au cours de cette année, l'évaluation globale de l'implantation de la politique d'égalité en emploi pour les femmes dans la fonction publique a été complétée. L'analyse des résultats rapportés dans le bilan déposé en mars 1983 et les recommandations préliminaires en découlant ont été soumises à la consultation dans tous les ministères et organismes. De même, le ministère de la Fonction publique a sollicité les commentaires du Conseil du statut de la femme, du Secrétariat à la condition féminine, du réseau des répondantes à la condition féminine et de la Commission des droits de la personne, sur l'analyse et les recommandations qu'il avait faites, afin de bénéficier de l'expertise de ces organismes.

Ainsi, le document final déposé en janvier 1984 tient compte de tous ces points de vue dans la formulation des recommandations. Celles-ci portent notamment sur l'importance de l'engagement des plus hautes autorités de l'organisation gouvernementale, engagement qui doit se traduire administrativement par des objectifs précis et vérifiables à atteindre, par la cohérence des mandats ayant une incidence sur l'égalité en emploi, et par l'affectation des ressources humaines et financières nécessaires à la réalisation de ces objectifs. On recommande aussi que des études soient menées pour évaluer l'impact et l'efficacité des principales mesures mises en place. Certains dossiers sont cités, entre autres, comme devant retenir l'attention: la formation, la représentation des femmes dans les emplois non-traditionnels, le harcèlement, entre autres.

La légalisation des programmes d'accès à l'égalité par l'adoption du projet de loi 51 sur la fonction publique entraîne des modifications dans l'approche et la mise en oeuvre des programmes d'égalité en emploi dans la fonction publique. Une rencontre d'information a réuni tous les responsables des ministères et organismes afin de leur donner les principaux paramètres connus. Des rencontres individuelles ont ensuite permis à chacun d'élaborer en meilleure connaissance de cause le plan d'action de son organisation pour la prochaine année: 1984-1985.

L'introduction généralisée de la bureautique, les réaménagements administratifs importants qui ont cours dans plusieurs organisations, les restrictions au niveau des ressources qui se poursuivent, demandent une vigilance et une créativité accrues pour promouvoir l'égalité en emploi. Des études doivent être menées afin d'identifier les interventions les plus pertinentes dans la conjoncture actuelle. Ainsi, une étude sur la bureautique a été amorcée; un premier rapport déposé en mars 1984 met en lumière les impacts observés et anticipés de l'introduction de la bureautique sur les ressources humaines et plus spécifiquement sur les employées féminines. L'étape suivante consistera à proposer une approche d'implantation qui tienne compte à la fois des besoins de l'organisation et de ceux des employés.

Le secteur femmes a aussi participé au cours de l'année 1983-1984 à un comité consultatif interministériel, mis sur pied par le Bureau central de l'informatique, en vue de développer une politique d'implantation de la bureautique dans la fonction publique.

Le comité de surveillance des Programmes égalité en emploi secteur femmes, s'est réuni à cinq reprises au cours de l'exercice 1983-1984. Une représentante du Syndicat des cadres du gouvernement du Québec Inc. s'est jointe au comité.

L'étude de l'article 86 de la Charte des droits et libertés de la personne portant sur l'accès à l'égalité et de la réglementation afférente en voie d'élaboration, a occupé une part importante des délibérations du comité. Des recommandations ont été acheminées à la Ministre portant sur la définition à donner au mot « organismes » dans ce contexte, sur le processus de contrôle à prévoir et sur la portée à donner au diagnostic en vue de l'implantation de programmes d'accès à l'égalité.

Les autres sujets abordés portaient notamment sur l'implantation de la bureautique dans la fonction publique, le projet de politique de gestion du temps partiel élaboré par le ministère de la Fonction publique, le projet de règlement visant à abolir le classement-moquette, le projet de loi sur la fonction publique, le rapport de l'évaluation globale de l'implantation de la politique d'égalité en emploi pour les femmes, phase I, déposé par le secteur femmes des Programmes d'égalité en emploi du Ministère.

À chacune de ses réunions, le comité a aussi pris connaissance des activités en cours dans ce secteur.

1.2.2 Secteur personnes handicapées

Les activités réalisées par le secteur personnes handicapées ont été surtout axées, au cours de l'exercice 1983-1984, sur l'instrumentation à fournir aux responsables ministériels concernant l'application des principes de l'ergonomie, le bilan global de leurs interventions et l'élaboration du plan d'embauche devant être soumis à l'Office des personnes handicapées du Québec.

D'abord, les contacts se sont poursuivis auprès des institutions spécialisées en regard de divers types de handicaps, afin de connaître les services pouvant être offerts à l'intention des ministères et organismes dans le cadre de l'application de la politique. Une liste de ces institutions a été distribuée par le biais du Document d'interventions pour la sensibilisation du personnel, lequel a été élaboré par un comité interministériel et présenté à l'ensemble du réseau des répondants ministériels lors d'une réunion tenue à cet effet.

En vue de développer la formation des responsables ministériels à l'évaluation des capacités de travail des personnes handicapées et à l'application des principes de l'ergonomie, trois rencontres d'information et de formation ont été organisées. En collaboration avec une institution spécialisée pour les personnes ayant une déficience au plan locomoteur, ces rencontres s'adressaient à tous les agents ministériels et chargés de dossier. Les participants ont pu assister à un exposé théorique sur le sujet, soulever leurs interrogations, discuter des problèmes afférents à l'intégration au travail des personnes handicapées et « visualiser » les méthodes d'évaluation et d'adaptation en visitant les locaux utilisés à cet effet. En outre, ils ont été invités à participer à un colloque d'une journée portant sur l'intégration de la personne handicapée au travail, où divers spécialistes ont traité des problèmes et solutions pouvant être apportées à ce sujet.

Par ailleurs, une rencontre a été organisée par le secteur sur l'intégration de la politique aux pratiques courantes de la gestion du personnel. Le 1er juin 1983, tous les agents ministériels et chargés de dossier étaient invités à se réunir en groupe de travail pour faire cet exercice d'intégration à l'aide d'une grille conçue à cet effet. Cette rencontre a permis aux participants de prendre conscience de la « faisabilité » de ce processus déjà enclenché par certains ministères et organismes et de la possibilité de l'appliquer ou de l'adapter ultérieurement à la taille et aux structures de leur organisation respective.

En regard du plan d'embauche, devant être soumis à l'Office des personnes handicapées du Québec, des rencontres ont été tenues avec les représentants de cet organisme pour discuter de diverses modalités et un protocole d'entente a été établi entre les autorités concernées. Une réunion d'information à ce sujet a été préparée et tenue à l'intention de tous les responsables ministériels avec la collaboration de personnes ressources de l'Office des personnes handicapées du Québec.

D'autre part, dans le cadre de l'évaluation globale de la politique, le secteur a conçu un questionnaire visant à recueillir toutes les données qualitatives et quantitatives nécessaires à cette étape. La compilation, l'organisation et la présentation des données obtenues ont conduit à la production du rapport intitulé : « Bilan de la politique d'égalité en emploi dans la fonction publique et phase I du plan d'embauche du gouvernement du Québec ». Ce document sera distribué dans le réseau de tous les intervenants.

Enfin, le secteur a continué à exercer son rôle de support auprès du comité aviseur qui, au cours de l'exercice 1983-1984, a tenu six réunions portant notamment sur l'évolution des plans d'action, les postes d'intégration, les concours réservés, le plan d'embauche, le Règlement concernant le recrutement du personnel occasionnel et la proposition de la politique d'ensemble « À part égale, sans discrimination, ni privilège ». De plus, ce comité a procédé à la formation d'un groupe de travail mandaté pour étudier la problématique reliée à la réintégration au travail des personnes handicapées ou de celles qui le deviennent en cours d'emploi et identifier, dans une seconde phase, les moyens à mettre

de l'avant pour assurer leur maintien en emploi. Les recommandations appropriées seront ultérieurement formulées à l'intention des autorités concernées.

1.1.3 Secteur communautés culturelles

Au cours de l'exercice 1983-1984, les activités du secteur communautés culturelles ont porté principalement sur l'examen et la compilation des plans d'action des ministères et organismes couvrant la période du 1er février au 1er octobre 1983; sur la préparation des plans d'action pour la période du 1er octobre 1983 au 31 mars 1985; et sur la conception et l'élaboration de mesures visant à aider les ministères et organismes dans leur démarche.

Au fur et à mesure du dépôt des plans d'action, le secteur a compilé les principales actions inscrites. Un document d'ensemble a ensuite été préparé et présenté au Comité d'égalité en emploi; plus tard il a été diffusé aux responsables de la politique dans les ministères et organismes, dans le cadre de la préparation de leur deuxième plan d'action. 38 ministères et organismes, réunissant 88 % des effectifs de la fonction publique, s'y sont trouvés représentés.

En décembre 1983, une réunion a été tenue avec les responsables ministériels des trois politiques, pour les femmes, pour les personnes handicapées et pour les membres des communautés culturelles, dans le but de leur fournir l'information de base sur les orientations adoptées au niveau de l'unité égalité en emploi ainsi qu'à l'intérieur de chacun des secteurs pour l'année 1984. Suite à cette réunion, des documents d'information divers, élaborant sur les orientations du secteur communautés culturelles pour la période, ont été transmis aux responsables dans les organisations gouvernementales. En outre, le secteur a fourni une aide individuelle dans la préparation des deuxièmes plans d'action, selon les besoins exprimés.

En ce qui concerne les stages de coopération dans la fonction publique à l'intention des institutions d'enseignement non-francophones, le secteur a régulièrement eu des échanges avec les responsables des programmes d'études et les étudiants d'une part, et les différentes instances administratives d'autre part, en vue de l'embauche de stagiaires pour l'été 1983. Ensuite, pour assurer un bon déroulement des stages, le secteur a fait un suivi auprès des étudiants embauchés au cours de l'été. Des questionnaires d'évaluation ont été préparés et envoyés aux stagiaires et aux personnes ayant agi à titre de surveillant de stage dans les ministères et organismes; les réponses aux questionnaires ont été compilées et ont contribué à la détermination des orientations futures du secteur dans le domaine.

Pour favoriser l'embauche de stagiaires pour l'été 1984, des rencontres d'information ont été tenues avec les responsables des programmes de stages dans les institutions d'enseignement et avec des étudiants. Des documents sur le sujet ont été envoyés aux ministères et organismes.

En vue d'aider les ministères et organismes dans leurs travaux de sensibilisation des employés de la fonction publique aux réalités des communautés culturelles, le secteur a entamé plusieurs projets. Il a préparé un document de référence et, en collaboration avec le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, il a élaboré des contenus de sessions de sensibilisation aux réalités des communautés culturelles.

Le Comité d'égalité en emploi s'est réuni six fois au cours de l'exercice 1983-1984. Le 10 mai 1983, le comité a présenté un rapport à la ministre de la Fonction publique, madame Denise LeBlanc-Bantey. Parmi les sujets sur lesquels le comité s'est penché figurent une définition opérationnelle de membre de communauté culturelle, des objectifs quantitatifs de redressement, des critères pour suivre l'évolution des plans d'action annuels, des procédures à prévoir pour les personnes qui auront choisi de répondre en anglais aux examens lors de concours et enfin, les obstacles réglementaires et techniques à l'implantation de la politique. En outre, un sous-groupe de travail a été formé pour préparer une grille d'évaluation des plans d'action. La grille servira notamment d'instrument de mesure pour le Comité d'égalité en emploi, lui permettant d'entreprendre une action corrective en prévision des futurs plans.

Par ailleurs, des responsables du secteur ont participé au cours de l'année à plusieurs rencontres avec des membres des communautés culturelles. Des communications informelles ont également eu lieu avec des individus, des associations et des institutions appartenant à ces groupes.

1.2 La direction générale des emplois et des ressources humaines

La Direction générale des emplois et des ressources humaines (DGERH) assume à l'égard de toutes les catégories de personnel autres que celles des personnels d'encadrement et des cabinets des ministres, les responsabilités relatives à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques, des règlements, des normes et des directives concernant:

— la classification et l'évaluation des emplois;

— la dotation en personnel et le classement des employés;

— la gestion et le développement des personnels visés.

La structure de la DGERH repose sur deux unités administratives:

— la Direction de la classification et de l'évaluation des emplois;

— la Direction du développement des ressources humaines.

1.2.1 Évaluation des emplois

Au cours de l'exercice, la Direction de la classification et de l'évaluation des emplois a procédé à l'évaluation de 59 emplois dans huit organismes sans délégation. Les tableaux de la page 27 présentent le nombre d'emplois évalués par organisme et le résultat de l'évaluation des emplois non délégués. Par ailleurs, le ministère de la Fonction publique a continué à répondre à différentes demandes d'assistance et conseil en matière de formation en analyse, description et évaluation des emplois. Ces demandes se sont concrétisées, entre autres, par des interventions dans treize ministères et organismes et par la formation de 23 participants.

1.2.2 Classification des emplois

En matière de classification des emplois, la Direction a complété l'analyse et la description de la classification 115, concernant les avocats et notaires.

Tel que prévu à la lettre d'entente relative aux employés de secrétariat, annexée à la convention collective des fonctionnaires, la ministre de la Fonction publique a fait une proposition visant l'abolition du classement moquette et l'amélioration de la carrière des employés de secrétariat de la fonction publique.

En effet, en juillet 1983, la ministre de la Fonction publique a consulté le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ), les sous-ministres et les dirigeants d'organismes sur son projet de règlement (incluant la rémunération et les règles d'intégration).

Par suite des commentaires reçus, une nouvelle proposition a été formulée et présentée en janvier 1984.

D'autre par, le ministère de la Fonction publique a procédé à l'étude des normes de compensation de la scolarité et de l'expérience pour tenir compte entre autres du travail non rémunéré.

En résumé, au 31 mars 1984, l'état des dossiers de classification se présentait comme suit: quinze dossiers étaient terminés; trois étaient en voie de finalisation; six faisaient l'objet de consultation (patronale et syndicale); 21 dossiers demeuraient à l'étude.

1.2.3 Dotation des emplois

Des modifications ont été apportées au règlement sur la dotation visant essentiellement à assurer une concordance avec certaines dispositions prévues aux dernières conventions collectives.

Les modifications les plus importantes traitent du processus régulier de dotation. Ce processus a été réaménagé afin de mieux situer la priorité de placement des fonctionnaires mis en disponibilité auprès de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel. De plus, à l'intérieur de ce processus, le recrutement ne s'avère plus être le mode de dotation prioritaire pour la catégorie des professionnels. En effet, après avoir considéré les autres modes de dotation, les ministères et organismes ont maintenant la possibilité de choisir entre la promotion et le recrutement pour combler les emplois de cette catégorie. La Direction a collaboré à la mise en place d'un programme de vérification des activités réalisées par les ministères et organismes en matière de mise en disponibilité. Par ailleurs, le ministère de la Fonction publique a fourni des services au réseau des affaires sociales dans le but d'identifier et d'implanter un processus de référence du personnel mis en disponibilité dans ce secteur.

La Direction de la classification et de la dotation des emplois reçoit de nombreuses demandes d'interprétation ou d'avis sur les règlements de

classification, d'évaluation, de dotation (mise en disponibilité) et de classement. Afin d'y répondre adéquatement, un rapport a été produit sur les méthodes d'analyses des éléments humains en gestion du personnel dans la fonction publique. Ce document décrit les différentes méthodes utilisées soit pour l'évaluation des emplois, la sélection, l'évaluation du rendement et propose des recommandations pour améliorer la situation en cette matière.

1.2.4 Développement des ressources humaines

En 1983-1984, le Ministère a continué à administrer la politique-cadre de développement planifié des ressources humaines, notamment en émettant à l'intention des ministères et organismes les grandes orientations devant guider leurs activités de formation et de perfectionnement des employés.

Le Ministère a offert quatre sessions de formation, à l'intention des agents de gestion du personnel, sur le processus d'identification des besoins en développement.

Cette année encore, le Ministère a coordonné pour l'ensemble de la fonction publique trois programmes pluriministériels:

— le programme de formation linguistique; en 1983-1984, quelque 58 employés y ont participé;

— le programme de préparation à la retraite; au cours du dernier exercice, 44 sessions de cinq jours ont été dispensées et le programme a rejoint 682 fonctionnaires et 448 conjoints. Ce programme porte sur les aspects matériels, financiers, de la santé et psychologiques de la retraite;

— le programme d'initiation au Québec nordique vise à bien informer et à sensibiliser le fonctionnaire allogène aux us et coutumes des personnes vivant sur ce territoire, ainsi qu'à toutes les autres particularités du Québec nordique. Il s'adresse au fonctionnaire appelé à travailler dans ce milieu, qu'il y réside ou non. En 1983-1984, trois sessions ont été dispensées à 42 employés de treize ministères et organismes.

D'autre part, le Ministère a poursuivi en 1983-1984 ses consultations en vue d'orienter la politique de développement des ressources humaines vers une plus grande responsabilisation et imputabilité des ministères et organismes dans ce domaine, et a effectué des études en vue de réviser les systèmes d'évaluation du rendement des employés. Ces deux activités s'inscrivent dans le processus d'élaboration de politiques générales de gestion des ressources humaines.

1.2.5 Développement de carrière et assistance aux employés

En matière de développement de carrière et d'assistance aux employés, le Ministère, par sa Direction du développement des ressources humaines, a continué d'offrir en 1983-1984 des services d'aide-conseil et de support aux ministères et organismes et à leurs employés:

Le Centre de consultation individuelle offre, au personnel autre que celui d'encadrement, une assistance professionnelle dans l'orientation et la planification de la carrière ainsi que dans la recherche de solutions à des problèmes de fonctionnement face au milieu de travail. Au cours du dernier exercice, le Ministère a ainsi accordé plus de 425 entrevues et ouvert près de 220 dossiers. De plus, six sessions de quatre jours de formation sur le processus de consultation et les techniques de counselling ont été dispensées afin d'aider les ministères et organismes dans leurs propres programmes d'assistance aux employés. Quelque 70 intervenants ministériels ont participé à ces activités.

D'autre part, le Ministère a administré une banque interministérielle d'information dans laquelle sont versées chaque année, et conservées jusqu'au premier janvier de l'année suivante, toutes les demandes de mutation reçues durant l'année en cours, lesquelles sont mises à la disposition des ministères et organismes. Au cours de l'exercice 1983-1984, quelque 3 522 fonctionnaires, excluant les personnels de gérance intermédiaire et de direction supérieure, se sont inscrits à la banque centrale des demandes de mutation et 302 fonctionnaires ont ainsi été mutés. Un total de 686 offres de mutation concernant ce personnel ont été publiées au cours de la même période.

1.3 La direction générale des relations du travail

La Direction générale des relations du travail assume notamment à l'égard de toutes les catégories de personnel autres que celles de personnels d'encadrement et des cabinets des ministres, les responsabilités relatives:

— à la négociation, à l'interprétation et à la surveillance de l'application des conventions collectives de travail;

— à l'interprétation et à la surveillance de l'application de la réglementation des conditions de travail applicables par extension aux employés qui, parmi les personnels visés, ne sont pas syndicables;

— au règlement des appels et des griefs des personnels visés;

— aux relations syndicales.

Cette direction générale comprend:

— la Direction des relations du travail des personnels professionnels et enseignants;

— la Direction des relations du travail des personnels de bureau, techniciens, ouvriers et assimilés;

— la Direction des relations du travail des agents de la paix;

— le Greffe;

— la Direction de l'élaboration des conditions de travail.

1.3.1 Relations du travail

L'année 1983-1984 fut marquée principalement par la négociation de nouvelles conventions collectives applicables aux différents syndicats d'agents de la paix et l'implantation des différentes conventions collectives issues de l'adoption, en décembre 1982, de la Loi 105 concernant les conditions de travail dans le secteur public.

Ainsi, conformément à la Loi sur la fonction publique, un comité paritaire et conjoint a été formé pour chacun des six syndicats d'agents de la paix afin de négocier une convention collective. Malgré de nombreuses séances de négociations, cinq syndicats ont réclamé l'arbitrage de différends en vue de fixer le contenu de leurs conventions collectives. Ce sont: l'Union des agents de la paix en institutions pénales, le Syndicat des agents de conservation de la faune du Québec, la Fraternité des constables du ministère des Transports du Québec, le Syndicat des agents de la paix de la fonction publique et le Syndicat des constables spéciaux du gouvernement du Québec. Ces deux derniers, toutefois, malgré le fait qu'une sentence arbitrale ait été soumise, ont consenti à reprendre les négociations pour enfin aboutir à la conclusion de conventions collectives signées par les parties. Quant à la négociation de la première convention collective des gardes du corps, elle se poursuit.

D'autre part, l'implantation des nouvelles conventions collectives applicables aux autres catégories d'employés syndiqués s'est complétée par la mise à jour du recueil de directives et de la convention annotée en fonction des nouveaux textes.

1.3.2 Élaboration des conditions de travail

Le projet de politique devant régir le travail à temps partiel dans la fonction publique a été finalisé. Il comporte trois volets: la création d'emplois à temps partiel, la réduction provisoire du temps de travail d'un employé travaillant à temps plein et la préparation graduelle à la retraite.

Dans la suite du plan de relance gouvernemental, des études ont été entreprises concernant la mise sur pied d'un régime de congé sans solde de création d'entreprise et l'application d'un programme de résorption à la fonction publique.

D'autres études et recherches ont été entreprises dans le cadre des travaux préparatoires à la prochaine ronde de négociation qui devrait débuter à l'été 1985.

L'année a également été marquée par la création de l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de l'administration provinciale. La création de cette association est le fruit de nombreuses démarches menées conjointement par les parties patronale et syndicale. Elle marque une nouvelle étape dans l'étude et la solution des problèmes de santé et sécurité au travail dans la fonction publique et certains organismes gouvernementaux.

En regard du personnel non syndiqué, les ajustements réglementaires ont été apportés afin de leur extensionner les dispositions de ces nouvelles conventions. Des consultations ont été également tenues avec les différents groupes reconnus quant à l'élaboration des modifications à apporter à leurs conditions de travail. Ces groupes sont le Syndicat

des avocats et notaires de la fonction publique, l'Association des commissaires du travail, l'Association des conciliateurs et le Syndicat des conseillers en gestion du personnel du gouvernement du Québec.

Dans le cadre de son mandat de surveillance de l'application des conventions collectives, les relations, avec les ministères et organismes de même qu'avec les différents syndicats et associations, ont été maintenues. Signalons à ce chapitre la participation aux multiples comités paritaires issus des conventions collectives. Signalons également la négociation de protocoles d'intégration découlant de modifications aux règlements de classification et le règlement des appels de classement. De nombreuses discussions ont également entouré les projets de cession de certaines activités à l'île Anticosti, des musées nationaux et la transformation du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement en Société immobilière du Québec.

Conformément à un engagement pris en vertu de la dernière convention collective unité « fonctionnaires », des propositions ont été soumises au Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec relativement à l'abolition du classement moquette pour les employés de secrétariat.

La proclamation de l'article 164 de la nouvelle loi sur la fonction publique a également permis la reconnaissance du statut de permanent à 33 professionnels occasionnels qui avaient été spécifiquement identifiés.

1.3.3 Le règlement des griefs et des appels

Chaque mois, dix mois par année, l'équivalent de 43 jours sont consacrés à l'audition devant un arbitre des griefs et des appels d'employés de la fonction publique. Le tableau de la page 20 précise les activités du Ministère en matière de règlement des griefs. Le tableau de la page 20 présente un relevé des appels exercés par l'ensemble des fonctionnaires non régis par une convention collective.

D'autre part, des discussions avec le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec ont permis la mise en place d'une opération spéciale pour traiter des griefs antérieurs au 2 avril 1983. Ces discussions ont eu lieu dans un cadre d'expérimentation d'un régime d'arbitrage avec des arbitres qui ne sont pas, contrairement au régime général en place, des juges de la Cour provinciale.

1.4 La direction générale du personnel d'encadrement

La Direction générale du personnel d'encadrement assume, à l'égard de toutes les catégories de personnel d'encadrement autres que les dirigeants et les membres d'organisme, les sous-ministres, les sous-ministres associés et adjoints et le personnel d'encadrement des cabinets des ministres, les responsabilités relatives à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques, règlements, normes et directives concernant:

— la classification et, à l'exception des emplois des cadres supérieurs, l'évaluation des emplois;

— la dotation en personnel et le classement des employés;

— la gestion et le développement des personnels visés;

— la détermination, l'interprétation et la surveillance de l'application des conditions de travail;

— le règlement des appels des personnels visés;

— les relations professionnelles avec les associations de cadres.

La direction générale réunit les unités administratives suivantes:

— La Direction des cadres supérieurs;

— la Direction du personnel de maîtrise;

— les Programmes de développement des ressources humaines;

— le Programme de renouvellement de carrière;

— la Direction du Centre d'évaluation et de Formacadres.

1.4.1 Direction des cadres supérieurs

Au cours de cette année, un nouveau règlement sur les conditions de travail des cadres supérieurs a été adopté. Son contenu reflète, d'une part, les orientations d'imputabilité des gestionnaires de cadres que le Gouvernement veut mettre en place et, d'autre part, l'adaptation de conditions de travail qui correspondent davantage aux caractéristiques qui sont propres aux attributions des cadres.

Certains ajustements ont été apportés à la classification, dans le but d'avoir un libellé unique de conditions d'admission énoncé en termes d'années de scolarité et d'expérience, pour le recrutement et la promotion.

Le règlement a également été modifié pour prolonger la période continue d'emploi à titre temporaire, de douze mois à 24 mois, lors du recrutement d'un fonctionnaire; les douze premiers mois constituant une période de probation.

Deux documents d'information ont été produits relativement aux modifications réglementaires susmentionnées afin de faire le point de la situation sur ces matières. Ils ont été distribués aux cadres.

Le Ministère a également diffusé, pour une troisième année auprès de tous les intervenants dans la gestion des cadres ainsi qu'aux cadres eux-mêmes, un recueil de données statistiques concernant le personnel d'encadrement supérieur.

À l'article rémunération, le gel de 1982 a cédé le pas à une révision de traitement au 1er juillet 1983. À cet effet, la masse monétaire dégagée a été de 7,1 % dont 5,1 % a été consacré à la révision des traitements et 2 % à un forfaitaire pour les bonis au rendement.

Par ailleurs, les rencontres et les échanges avec l'Association des cadres supérieurs du gouvernement du Québec ont été maintenus à un rythme régulier et ont permis de finaliser, à l'exception de certains points précis, le dossier de la révision du règlement sur les conditions de travail.

Enfin, suite aux changements apportés par la loi 51, une proposition de modification du régime de gestion des cadres supérieurs a été déposée auprès des autorités gouvernementales.

1.4.2 Développement des ressources humaines

L'année 1983-1984 fut, essentiellement, pour les Programmes de développement des ressources humaines, une année de consolidation. En plus de renforcer certaines approches, d'autres activités se sont ajoutées et se sont développées dans le cadre général du développement du personnel d'encadrement.

Le ministère de la Fonction publique a ainsi livré aux ministères et organismes les premiers résultats générés dans le cadre du Système de gestion, en présentant un premier bilan gouvernemental de développement du personnel d'encadrement. Ce premier bilan vient ainsi parfaire un premier cycle complet (de la planification au bilan) en matière de gestion du développement du personnel d'encadrement.

Ce bilan, réalisé suite à l'analyse de 46 bilans organisationnels de développement produits par autant de ministères et organismes, a permis de faire le point en terme de développement pour plus de 90 % de cette clientèle. Il a permis aussi de vérifier le degré d'implantation du système de gestion dans les ministères et organismes.

Cette année a également connu le lancement des nouvelles « Orientations gouvernementales de développement concernant le personnel d'encadrement et sa relève, années 1984-1985 et 1985-1986 ». Tout en reconduisant les priorités véhiculées dans les précédentes, ces nouvelles orientations accordent cette fois une couverture plus adéquate aux managers de managers, ainsi qu'au personnel de maîtrise et de direction, tout en tenant compte aussi des nouveaux défis auxquels doit faire face la fonction publique québécoise tels: l'amélioration des services à la clientèle et l'implantation d'un régime basé sur l'imputabilité.

Le dossier Revue d'étape, conçu au cours de l'exercice financier précédent, a connu une diffusion auprès des sous-ministres et dirigeants d'organismes, ainsi qu'une présentation aux directions de personnel des ministères et organismes de la fonction publique.

À la suite de cet effort de présentation et de diffusion de ce dossier, 27 cadres ont actuellement en main l'aide-mémoire du cadre et 19 ministères et organismes ont entrepris les phases préliminaires à une implantation éventuelle du processus de Revue d'étape au sein de leur organisation. 19 ministères et organismes représentent 1 118 cadres.

Le Ministère a maintenu la mise à jour et assuré la diffusion du Répertoire commenté des programmes et des ressources externes de formation et de perfectionnement. Ce répertoire, destiné aux cadres supérieurs, a été enrichi d'une quatrième partie, intituiée « Appréciation des cadres ».

L'Inventaire des ressources et des programmes externes de formation et de perfectionnement destiné au personnel de maîtrise et de direction a lui aussi été maintenu.

Les activités du programme d'accueil du nouveau personnel cadre ont été poursuivies et quelque 96 cadres nouvellement recrutés ou promus ont été accueillis. Quant au programme d'accueil pour le personnel de maîtrise et de direction, 70 agents de maîtrise ont été accueillis.

Enfin, le Ministère a maintenu, en 1983-1984, sa politique de communication avec les cadres de la fonction publique en publiant quatre dossiers. Ces dossiers sont:

1. le droit administratif: une réalité omniprésente pour l'administration publique;
2. l'évaluation du rendement des cadres supérieurs de la fonction publique québécoise;
3. la gestion des cadres supérieurs de la fonction publique du Québec: le point;
4. Les orientations gouvernementales de développement concernant le personnel d'encadrement et sa relève, années: 1984-1985 et 1985-1986.

Quant à la publication du bulletin Échange, dont le lancement à titre expérimental s'est effectué au cours de l'exercice précédent, elle s'est poursuivie et quatre autres numéros ont été acheminés à tous les cadres de la fonction publique québécoise. Les thèmes traités furent le service à la clientèle, les cercles de qualité, la fonction management et la motivation des ressources humaines. Enfin, un sondage pour connaître l'intérêt des cadres envers le bulletin a été réalisé en octobre 1983. Dans les paragraphes qui suivent, nous précisons les objectifs du sondage et la façon dont celui-ci a été administré.

Toujours dans une perspective de développement du personnel d'encadrement, le Ministère a offert un nouvel outil de développement aux cadres supérieurs de la fonction publique, au cours de l'exercice 1983-1984. Intitulé Bibliographie en management, cet instrument est susceptible de faciliter, d'aiguiller des choix de lectures en « management ». À cet égard, les volumes sélectionnés s'attardent aussi bien à l'individu et à son environnement qu'aux principes et techniques de gestion.

Comme principaux critères retenus lors de l'élaboration de cette bibliographie, il a été privilégié un vocabulaire clair, précis et des thèmes ne versant pas dans la spécialisation. L'aspect pratique a été retenu en choisissant des livres ayant beaucoup d'exemples et d'exercices, appuyant ainsi les concepts énoncés et favorisant une intégration de l'ensemble. La facilité d'accès (Bibliothèque administrative du Complexe « G ») de ces volumes a été considérée dans le choix des critères tout comme le nombre de pages, moins de 200 pour près de la moitié des volumes.

En matière de communication avec les cadres de la fonction publique, un sondage par entrevues téléphoniques fut réalisé du 17 octobre au 11 novembre 1983 auprès de 286 cadres de la fonction publique. Les objectifs visés par ce sondage étaient les suivants:

— identifier les intérêts généraux des lecteurs et lectrices envers le bulletin Échange;
— identifier le niveau d'intérêt des lecteurs et lectrices envers le contenu général et spécifique de ce bulletin.

C'est ainsi que furent vérifiés, entre autres, le nombre de lecteurs et lectrices, le niveau d'atteinte des objectifs du bulletin, le pourcentage du contenu lu en général, l'intérêt pour le contenu spécialisé par rapport au contenu général...

De plus, afin de s'assurer de la fiabilité des résultats, un coefficient de variation des diverses estimations fut calculé à différents points du sondage.

Il appert, suite à ce sondage, que le bulletin est apprécié du personnel d'encadrement, qu'il comble un besoin et que les objectifs poursuivis par sa publication sont progressivement atteints malgré sa jeunesse. Suite aux suggestions faites par les lecteurs et lectrices, des modifications seront apportées aux prochains numéros.

1.4.3 Programme de renouvellement de carrière

Au 1er mars 1984, 43 cadres supérieurs participaient au programme de renouvellement de carrière c'est-à-dire que depuis le 1er avril 1983, onze cadres supérieurs ont quitté le programme et neuf y ont été admis.

Sur les 147 cadres supérieurs qui ont participé au programme depuis le début, en novembre 1975, 104 ont été réintégrés à des fonctions permanentes dans un ministère ou un organisme gouvernemental ou ont quitté la fonction publique.

Au cours de l'exercice 1983-1984, les efforts ont surtout porté sur la gestion du programme de départs volontaires de la fonction publique de cadres supérieurs. Au 1er mars 1984, 35 dossiers de départs volontaires de cadres supérieurs avaient été traités.

En plus des participants du programme de renouvellement de carrière, 58 cadres supérieurs ont rencontré les conseillers du Programme, soit dans une optique de mobilité ou pour faire le point sur leur carrière.

Direction du Centre d'évaluation et Formacadres

1.4.4 Formacadres

Rappelons que le ministère de la Fonction publique, par le programme Formacadres vise à préparer d'une façon structurée une partie de la relève de cadres supérieurs des divers ministères et organismes gouvernementaux.

Quelque 95 personnes ont posé leur candidature lors de la campagne de recrutement 1983-1984. Le processus de sélection a permis de retenir 14 candidatures, ce qui porte à 109 le nombre de participants au programme.

Au cours du dernier exercice, les professionnelles ont été plus particulièrement sollicitées à poser leur candidature à ce programme. À la suite de cette campagne de recrutement, 33 se sont inscrites au programme; les candidatures de 12 d'entre elles ont été retenues.

En 1983-1984, douze participants ont subi avec succès l'examen final, portant à 32 le nombre total de finissants.

1.4.5 Centre d'évaluation

Le Centre d'évaluation a poursuivi, au cours de la dernière année, ses activités en matière de relève et de perfectionnement de personnel d'encadrement.

Le Centre a ainsi évalué 48 candidats au programme Formacadres et a offert à vingt cadres IV et V, nouvellement en fonction, un diagnostic de leurs besoins en perfectionnement.

De même, en 1983-1984, le Centre a permis à soixante cadres en exercice de réfléchir sur leur carrière, en leur fournissant de l'information diagnostique sur une quinzaine de caractéristiques reliées au management.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique de redressement en emploi pour les femmes, huit ministères et organismes ont fait appel à l'expertise du ministère de la Fonction publique pour les aider à évaluer le potentiel de 42 candidates et ce, en vue d'organiser un programme de formation en gestion.

Enfin, le Centre d'évaluation a donné une formation à l'évaluation du potentiel et à l'identification des besoins en perfectionnement à 79 cadres de divers ministères et organismes.

Relevé statistique des actions par unité de négociation pour la période du 83-04-01 au 84-03-31

Unité de négociation	Sentence 100	Entente 200	Ministère fait droit 300	Désistement 400	Ouverture 700	Dossier retiré 800	Attente pr cause 900	Total
01	62	42	9	3 551	2 401			6 065
02	29	32	11	1 584	1 119	1		2 776
03	1	2		9	2			14
04	6	17		60	339			422
05					1			1
10	4				13			17
17	4			21	133			158
18	5			20	17			42
19	4	1		4	44			53
20	2	1		12	72			87
—	117	95	20	5 261	4 141	1		9 635

Relevé statistique des appels des personnels non régis par une convention collective pour la période du 83-04-01 au 84-03-31

Secteur	Dossiers ouverts	Dossiers réglés 1re, 2e et 3e étapes	Dossiers inscrits au rôle d'arbitrage 4e	Désistements ou règlements hors-cour	Dossiers plaidés	Décisions rendues
Cadres supérieurs	9		9	7	2	3
Personnel de maîtrise	23	6	18	12	3	3
Agents de la paix	4		2	—	—	—
Personnel de bureau, techniciens, ouvriers et assimilés	8	3	4	—	—	—
Professionnels	2	1	1	—	—	—
Avocats et notaires	44	26	18	1	4	2
Agents de gestion du personnel	3	1	1	1	—	—
Médecins	—	—	—	—	—	—
Total	**93**	**37**	**53**	**21**	**9**	**8**

1.5 Direction générale de la gestion de l'information

La Direction générale de la gestion de l'information (DGGI) assume les responsabilités relatives à la conception administrative, au développement informatique et à l'opération du système de paie et d'information de gestion SAGIP.

Outre un groupe responsable de la planification et de la gestion des données, trois directions se retrouvent au sein de la DGGI:

— la Direction du développement des projets qui effectue la conception administrative et l'analyse fonctionnelle des systèmes;

— la Direction de la réalisation des systèmes qui procède au développement informatique des systèmes;

— la Direction de l'exploitation qui opère les systèmes et maintient le contact avec les usagers.

Réalisations pour l'année 1983-1984

Après la réalisation des phases I et II qui visaient la rémunération des employés réguliers et occasionnels, la phase III de SAGIP a été implantée en avril 1983 pour fournir des outils de gestion des ressources humaines. Trois sous-systèmes ont été développés: assiduité et gains déclaratoires, gestion et contrôle des effectifs et gestion des emplois.

Un système de virement automatique a aussi été implanté. Les employés qui choisissent d'y adhérer, voient le montant de leur paie déposé directement dans leur compte de banque.

Outre les nouveaux sous-systèmes de SAGIP, les usagers ont bénéficié de facilités additionnelles: nouveaux automatismes dans le traitement des absences, listes produites par imprimante rapide sur papier standard et livrées dans des délais réduits. Des efforts ont également été déployés afin d'assurer la sécurité des données pour se conformer aux exigences de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et la protection des renseignements personnels.

Avec la phase III, SAGIP est en mesure de fournir des services accrus aux gestionnaires de la fonction publique. Afin de répondre plus adéquatement aux besoins de cette clientèle et pour mieux satisfaire les attentes des quelque cinquante directions de personnel desservies par SAGIP, la DGGI a créé un Service aux usagers. Celui-ci est le lien privilégié entre la DGGI et ses clientèles, ainsi qu'un élément de coordination entre les directions de la DGGI en ce qui a trait aux demandes des usagers. Un nouveau système de réception et de gestion des demandes a été instauré, de façon à tenir l'usager informé de la progression des dossiers le concernant. Une nouvelle politique de service aux usagers est actuellement en voie d'élaboration et sera publiée et mise en oeuvre au cours de la prochaine année.

1.6 Les autres activités et services

1.6.1 Bureau de consultation en organisation

Le Bureau de consultation en organisation est une unité administrative dont le mandat central est défini par l'article 8c de la Loi de la fonction publique (loi 50): « Conseiller le gouvernement, ses ministères et organismes en matière d'organisation administrative ».

Il est constitué d'un groupe de conseillers en gestion qui intervient principalement auprès de l'organisation supérieure des ministères et organismes. Sur demande, il offre ses services conseils dans les domaines suivants:

— missions et politiques administratives;
— planification stratégique;
— structuration des ministères et organismes;
— processus de gestion et programme de productivité;
— planification et gestion de projets.

Modalités d'interventions

Les modalités d'interventions s'apparentent à celles qui ont cours dans le secteur privé de la consultation, notamment en regard du code d'éthique, de la définition de mandats et d'ententes formelles de service. La direction privilégie en outre la participation des employés du client à l'élaboration du projet. Aux activités de services conseils fournis dans le cadre de la réalisation de projets, s'ajoutent des activités de consultation « ad hoc » et la tenue de séminaires à caractère technique destinés à des clients éventuels.

Facturation des services

La mise en oeuvre d'une politique de facturation des services professionnels rendus et de récupération des coûts d'opération du Bureau de consultation en organisation aura un an en avril 1984. Cette année d'expérimentation nous aura montré que cette politique a été bien reçue de l'ensemble des clients du Bureau. Ils y ont vécu une relation d'affaires qui leur a semblé propice à l'accomplissement d'une collaboration efficace. Ainsi, le volume d'activités s'est maintenu au cours de l'exercice et à la fin de janvier 1984, la récupération des coûts d'opération atteignait les 74 %. Il s'avère donc que l'expérience aura été concluante et qu'on peut espérer aller plus loin dans le sens de cette orientation.

Réalisations

Au cours de l'exercice 1983-1984, le Bureau de consultation en organisation s'est engagé dans quinze projets d'intervention répartis dans autant de ministères et d'organismes. Huit de ces projets sont toujours actifs. Les autres sont des projets en voie d'être complétés ou en attente d'une nouvelle phase d'activités. L'objet précis de chacune de ces interventions varie passablement et se répartit dans nos différents domaines d'intervention. De façon générale, il se rattache aux préoccupations de structuration de nos clients.

1.6.2 Service de la vérification

Le Service de la vérification poursuit dans les ministères et organismes, des travaux visant à s'assurer du respect de la réglementation émise sous l'autorité de la ministre de la Fonction publique.

Les priorités ont été axées, au cours du dernier exercice sur l'examen des activités de détermination du niveau des emplois, de classement des fonctionnaires et de mise en disponibilité des employés.

Au cours de 1983-1984, le programme de vérification des activités de détermination du niveau des emplois a connu un changement de cap significatif. L'approche traditionnelle, fortement orientée sur la conformité des actes de gestion aux multiples clauses du protocole de délégation, a été nettement supplantée par une évaluation qualitative de l'ensemble des activités — analyse, description, évaluation — reliées à la détermination du niveau des emplois. À cette enseigne, les vérificateurs ont mené des opérations de vérification dans huit ministères ou organismes.

Le programme de vérification concernant le classement des fonctionnaires avait pour objet l'examen du respect de la réglementation en ce qui a trait aux composantes du classement, à la conformité de la classe d'emploi et de la détermination du niveau d'emploi, à la rectitude de l'échelon et du traitement accordés. Des opérations de vérification de cet ordre ont été conduites dans quatre ministères ou organismes. À la lumière d'une rétrospective des activités menées au cours des deux dernières années dans le cadre du programme de vérification du règlement sur le classement des fonctionnaires, l'on a jugé bon d'en suspendre pour l'instant l'application. Des circonstances particulières, une opération d'intégration d'envergure par exemple, pourraient justifier sa remise en force ad hoc.

En étroite collaboration avec la Direction de la classification et de l'évaluation des emplois, le Service de la vérification a développé un programme permettant de rendre compte aux autorités du ministère de la Fonction publique du respect par les ministères et organismes de la réglementation en matière de mise en disponibilité, ainsi que de la politique de gestion du personnel en surplus. Onze ministères ou organismes ont vu leurs activités évaluées à ce chapitre.

1.6.3 Service de l'analyse de la rémunération

Le Service de l'analyse de la rémunération exerce notamment des fonctions de conseil et de support en matière de rémunération et d'avantages pécuniaires pour les personnels de la fonction publique. Il participe de plus à l'élaboration des politiques en ces matières.

En 1983-1984, le Service de l'analyse de la rémunération s'est impliqué dans la révision annuelle des traitements des cadres supérieurs et du personnel de direction et de maîtrise, plus particulièrement au niveau de la préparation de demandes de mandat, l'établissement des directives sur les dégagements de masse salariale et du support aux comités de coordination sur la rémunération. Par ailleurs, le Service a participé aux négociations et à l'arbitrage des conditions de travail des agents de la paix, il a recommandé les taux relatifs au remboursement des frais encourus pour l'utilisation d'un véhicule automobile personnel et pour les frais autres que les frais de voyage et il a proposé des demandes de mandat sur les commissaires du travail et l'atténuation des effets de la loi 70 sur la rémunération des employés hors-échelle ou hors-échelon.

De façon régulière, des modifications aux règlements de classification sont apportées ou de nouveaux corps d'emploi sont créés. Au cours du dernier exercice, le Service de l'analyse de la rémunération a procédé à la révision ou à la détermination d'échelles de traitement visant ces différents corps d'emploi.

Annexe 1

Données sur les activités du Ministère

Tableau 2

Le budget du Ministère

Dépenses 1983-1984

(en milliers de dollars)

Programme 01: Gestion du personnel de la fonction publique		
Élément		**Montant**
01 Gestion du personnel d'encadrement		1 655,0
02 Personnel d'encadrement en formation*		4 175,0
03 Gestion des autres personnels et des relations du travail:		
— Direction générale des emplois et des ressources humaines	1 445,7	
— Direction générale des relations du travail	1 667,9	
		3 113,6
Information de gestion et soutien professionnel		3 325,0
Administration		3 013,1
Total programme 01:		15 281,7
Programme 02: Contributions du Gouvernement à titre d'employeur		
Gratifications au départ**		6 876,1
Régime des rentes du Québec		20 638,4
Régime de l'assurance-maladie du Québec		54 371,6
Assurance-chômage		33 583,0
Commission de la santé et de la sécurité du travail		19 444,5
Assurance collective		3 450,8
Total programme 02:		138 364,4
Grand total des dépenses (programmes 01 et 02)		**153 646,1**

Revenus 1983-1984 (En milliers de dollars)

Les revenus du ministère de la Fonction publique représentent 2 942,1. Ils proviennent principalement du remboursement par les syndicats des absences pour activités syndicales des employés de la fonction publique 2 778,6.

* Comprend les cadres participant au Programme de renouvellement de carrière.

** Congés de vacances et de maladie accumulés payables au moment du départ.

Tableau 3

Effectifs du ministère de la Fonction publique

au 31 mars 1984

Catégorie d'emploi	Emplois prévus	Cadres		Professionnels		Agents de maîtrise		Techniciens		Employés de bureau et ouvriers		Emplois utilisés	Emplois non utilisés
		U	N	U	N	U	N	U	N	U	N		
Élément 31													
Direction générale du personnel d'encadrement	44	9		20	4					11		40	4
Sous-total	**44**	**9**		**20**	**4**					**11**		**40**	**4**
Élément 32													
Programme de renouvellement de carrière	52											41	11
Programme de formation de longue durée	58											44	14
Sous-total	**110**											**85**	**25**
Élément 33													
Direction générale des emplois et des ressources humaines	44	5		20	2			3	2	10	2	38	6
Direction générale des relations du travail	34	6		15	1	1				11		33	1
Sous-total	**78**	**11**		**35**	**3**	**1**		**3**	**2**	**21**	**2**	**71**	**7**
Élément 34													
Direction générale de gestion de l'information	68	5		23			1	26	1	11	1	65	3
— Bureau de consultation en organisation	12	2	1	2	5					1	1	5	7
— Service de l'analyse de la rémunération	6	1		3	1					1		5	1
— Service de la vérification	7	1		2				2	1	1		6	1
Sous-total	**93**	**9**	**1**	**30**	**6**		**1**	**28**	**2**	**14**	**2**	**81**	**12**
Élément 35													
— Cabinet de la Ministre	6											6	
— Bureau des sous-ministres	10	6								3	1	9	1
— Service du personnel	13	1		3				3	1	5		12	1
— Service de la gestion administrative – preuve de statut	* 14			3				3		7	1	13	1
— Service des communications	13	1		3	1			3		5		12	1
— Service juridique	3									3		3	
— Service de la recherche et de la planification	4	1		1	1					1		3	1
— Égalité des chances en emploi													
– secteur « femmes »	4	1		2						1		4	
– secteur « handicapés »													
– secteur « communautés culturelles »	2	1						1				2	
Sous-total	**69**	**11**		**12**	**2**			**10**	**1**	**25**	**2**	**64**	**5**
Total	**394**	**40**	**1**	**97**	**15**	**1**	**1**	**41**	**5**	**71**	**6**	**341**	**53**

* Employé muté avec poste et crédits.

Tableau 4

Nombre d'emplois évalués par organisme

Commission de la protection du territoire agricole CPTA	10
Commission des valeurs mobilières CVM	10
Commission de la fonction publique CFP	6
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance CARRA	1
Curatelle publique	11
Régie de l'électricité et du gaz REG	0
Régie des entreprises de construction REC	21
Tribunal de l'expropriation	0
Total:	**59**

Tableau 5

Évaluation des emplois non délégués

Catégorie	Demandes étudiées	Demandes acceptées	Demandes refusées	Demandes annulées
Attaché	78	55	21	2
P.B.T.A.	1	—	1	—
Total:	**79**	**55**	**22**	**2**

Annexe 2

Statistiques sur les effectifs de la fonction publique

Tableau 1

Effectifs de la fonction publique selon le sexe

	1983-1984	
Sexe	Nombre	%
Femmes	20 192	36,0
Hommes	35 968	64,0
Total	**56 160**	**100,0**

Tableau 2

Effectifs de la fonction publique selon la catégorie d'emploi et le sexe

1983-1984

Catégorie d'emploi	Sexe	Nombre	%
001 Personnel hors-cadre	Femmes	41	11,7
	Hommes	310	88,3
	Total	**351**	**0,6**
002 Cadres supérieurs	Femmes	133	5,0
	Hommes	2 548	95,0
	Total	**2 681**	**4,8**
003 Personnel de maîtrise	Femmes	384	14,2
	Hommes	2 324	85,8
	Total	**2 708**	**4,8**
004 Professionnels	Femmes	2 092	17,5
	Hommes	9 833	82,5
	Total	**11 925**	**21,2**
005 Personnel bureau, techniciens et assimilés	Femmes	17 313	57,4
	Hommes	12 825	42,6
	Total	**30 138**	**53,7**
006 Agents de la paix	Femmes	108	4,2
	Hommes	2 443	95,8
	Total	**2 551**	**4,5**
007 Ouvriers	Femmes	90	1,6
	Hommes	5 510	98,4
	Total	**5 600**	**10,0**
008 Autres	Femmes	31	15,0
	Hommes	175	85,0
	Total	**206**	**0,4**
099 Ensemble des effectifs	Femmes	20 192	36,0
	Hommes	35 968	64,0
	Total	**56 160**	**100,0**

Tableau 3

Effectifs de la fonction publique par ministère

1983-1984

Ministère ou organisme	Nombre	%
Affaires culturelles	885	1,6
Affaires intergouvernementales	404	0,7
Affaires municipales	544	1,0
Affaires sociales	1 217	2,2
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	2 728	4,9
Assemblée nationale	523	0,9
Bureau du vérificateur général du Québec	162	0,3
Commerce extérieur	197	0,4
Commission administrative des régimes de retraite	384	0,7
Commission d'accès à l'information	13	0,0
Commission d'appel de francisation des entreprises	3	0,0
Commission de la fonction publique	39	0,1
Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 550	4,5
Commission de protection du territoire agricole du Québec	85	0,2
Commission de surveillance de la langue française	33	0,1
Commission des normes du travail	391	0,7
Commission des transports	278	0,5
Commission des valeurs mobilières du Québec	83	0,1
Communautés culturelles et Immigration	407	0,7
Communications	1 101	2,0
Conseil de la langue française	33	0,1
Conseil du statut de la femme	68	0,1
Conseil du Trésor	172	0,3
Conseil exécutif	311	0,6
Curateur public	129	0,2
Directeur général des élections	138	0,2
Éducation	2 079	3,7
Énergie et des Ressources	2 446	4,4
Environnement	1 090	1,9
Financement forestier	24	0,0
Finances	1 210	2,2
Fonction publique	343	0,6
Habitation et de la Protection du consommateur	777	1,4
Industrie, du Commerce et du Tourisme	1 029	1,8
Inspecteur général des institutions financières	397	0,7
Justice	6 812	12,1
Loisir, de la Chasse et de la Pêche	2 230	4,0
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	3 089	5,5
Office de la langue française	352	0,6
Office de la protection du consommateur	205	0,4
Office de planification et de développement du Québec	144	0,3

Tableau 3 (suite)

Effectifs de la fonction publique par ministère

1983-1984

Ministère ou organisme	Nombre	%
Office des personnes handicapées du Québec	76	0,1
Office des professions du Québec	44	0,1
Office des services de garde à l'enfance	38	0,1
Office du crédit agricole du Québec	290	0,5
Office du recrutement et de la sélection du personnel	178	0,3
Régie de l'assurance-automobile du Québec	1 763	3,1
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 275	2,3
Régie des assurances agricoles du Québec	91	0,2
Régie des entreprises de construction du Québec	103	0,2
Régie des grains	24	0,0
Régie des rentes du Québec	692	1,2
Régie des services publics	57	0,1
Régie du logement	265	0,5
Revenu	4 165	7,4
Science et technologie	44	0,1
Société d'habitation du Québec	382	0,7
Sûreté du Québec	943	1,7
Transports	8 229	14,7
Travail	291	0,5
Travaux publics et approvisionnement	2 105	3,7
Total	**56 160**	**100,0**

Tableau 1

L'organisation du ministère de la Fonction publique

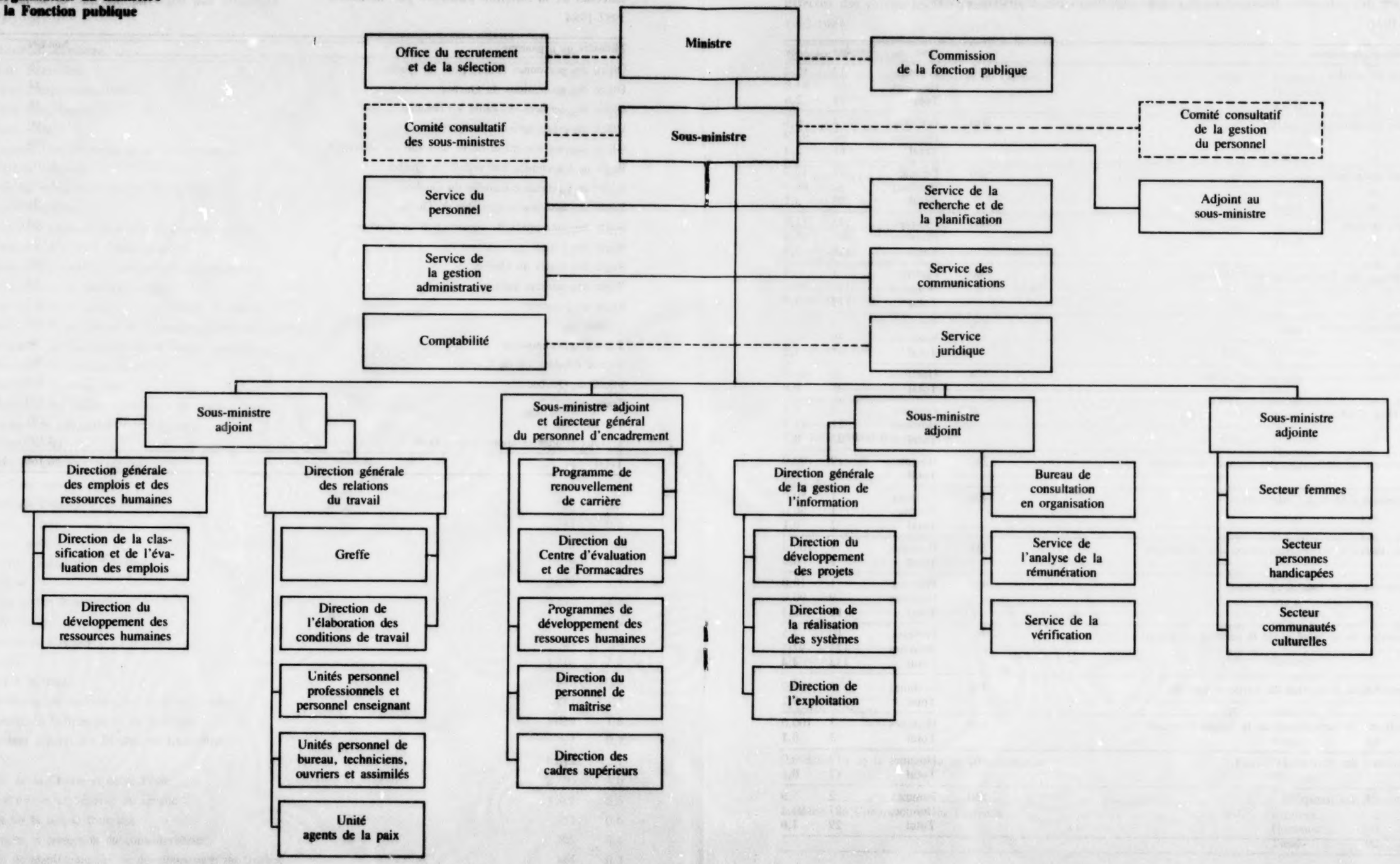

Tableau 4

Effectifs des catégories hors-cadres et cadres supérieurs par ministère et sexe

1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Affaires culturelles	010	Femmes	12	15,2
		Hommes	67	84,8
		Total	**79**	**2,6**
Affaires intergouvernementales	030	Femmes	4	6,1
		Hommes	62	93,9
		Total	**66**	**2,2**
Affaires municipales	050	Femmes	13	13,7
		Hommes	82	86,3
		Total	**95**	**3,1**
Affaires sociales	060	Femmes	13	11,0
		Hommes	105	89,0
		Total	**118**	**3,9**
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	080	Femmes	1	0,9
		Hommes	111	99,1
		Total	**112**	**3,7**
Assemblée nationale	370	Femmes	1	2,7
		Hommes	36	97,3
		Total	**37**	**1,2**
Bureau du vérificateur général du Québec	374	Hommes	25	100,0
		Total	**25**	**0,8**
Commerce extérieur	020	Femmes	1	4,5
		Hommes	21	95,5
		Total	**22**	**0,7**
Commission administrative des régimes de retraite	240	Hommes	19	100,0
		Total	**19**	**0,6**
Commission d'accès à l'information	408	Femmes	1	50,0
		Hommes	1	50,0
		Total	**2**	**0,1**
Commission d'appel de francisation des entreprises	218	Hommes	1	100,0
		Total	**1**	**0,0**
Commission de la fonction publique	430	Femmes	1	10,0
		Hommes	9	90,0
		Total	**10**	**0,3**
Commission de la santé et de la sécurité du travail	703	Femmes	10	7,5
		Hommes	123	92,5
		Total	**133**	**4,4**
Commission de protection du territoire agricole	328	Hommes	5	100,0
		Total	**5**	**0,2**
Commission de surveillance de la langue française	680	Hommes	3	100,0
		Total	**3**	**0,1**
Commission des normes du travail	702	Hommes	17	100,0
		Total	**17**	**0,6**
Commission des transports	830	Femmes	2	6,9
		Hommes	27	93,1
		Total	**29**	**1,0**

Tableau 4 (suite)

Effectifs des catégories hors-cadres et cadres supérieurs par ministère et sexe
1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Commission des valeurs mobilières du Québec	404	Femmes	1	7,7
		Hommes	12	92,3
		Total	**13**	**0,4**
Communautés culturelles et Immigration	300	Femmes	2	8,3
		Hommes	22	91,7
		Total	**24**	**0,8**
Communications	150	Femmes	5	8,5
		Hommes	54	91,5
		Total	**59**	**1,9**
Conseil de la langue française	690	Hommes	5	100,0
		Total	**5**	**0,2**
Conseil du statut de la femme	660	Femmes	4	100,0
		Total	**4**	**0,1**
Conseil du trésor	160	Femmes	3	7,3
		Hommes	38	92,7
		Total	**41**	**1,4**
Conseil exécutif	140	Femmes	6	7,6
		Hommes	73	92,4
		Total	**79**	**2,6**
Curateur public	560	Hommes	5	100,0
		Total	**5**	**0,2**
Directeur général des élections	630	Femmes	3	23,1
		Hommes	10	76,9
		Total	**13**	**0,4**
Éducation	350	Femmes	14	7,2
		Hommes	181	92,8
		Total	**195**	**6.4**
Énergie et des Ressources	600	Hommes	149	100,0
		Total	**149**	**4,9**
Environnement	380	Femmes	2	2,9
		Hommes	68	97,1
		Total	**70**	**2,3**
Financement forestier	610	Hommes	3	100,0
		Total	**3**	**0,1**
Finances	210	Femmes	2	1,9
		Hommes	101	98,1
		Total	**103**	**3,4**
Fonction publique	420	Femmes	3	3,5
		Hommes	82	96,5
		Total	**85**	**2,8**
Habitation et de la Protection du consommateur	061	Femmes	1	3,6
		Hommes	27	96,4
		Total	**28**	**0,9**
Industrie, du Commerce et du Tourisme	280	Femmes	2	2,2
		Hommes	90	97,8
		Total	**92**	**3,0**

Tableau 4 (suite)

Effectifs des catégories hors-cadres et cadres supérieurs par ministère et sexe

1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Inspecteur général des institutions financières	369	Hommes	32	100,0
		Total	**32**	**1,1**
Justice	400	Femmes	21	10,5
		Hommes	179	89,5
		Total	**200**	**6,6**
Loisir, de la Chasse et de la Pêche	120	Femmes	4	5,3
		Hommes	71	94,7
		Total	**75**	**2,5**
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	700	Femmes	9	10,2
		Hommes	79	89,8
		Total	**88**	**2,9**
Office de la langue française	710	Femmes	2	7,4
		Hommes	25	92,6
		Total	**27**	**0,9**
Office de la protection du consommateur	344	Femmes	4	30,8
		Hommes	9	69,2
		Total	**13**	**0,4**
Office de planification et de développement	640	Femmes	1	2,9
		Hommes	34	97,1
		Total	**35**	**1,2**
Office des personnes handicapées du Québec	538	Femmes	2	50,0
		Hommes	2	50,0
		Total	**4**	**0,1**
Office des professions du Québec	360	Hommes	6	100,0
		Total	**6**	**0,2**
Office des services de garde à l'enfance	431	Femmes	3	75,0
		Hommes	1	25,0
		Total	**4**	**0,1**
Office du crédit agricole du Québec	100	Femmes	1	3,6
		Hommes	27	96,4
		Total	**28**	**0,9**
Office du recrutement et de la sélection du personnel	450	Femmes	2	10,5
		Hommes	17	89,5
		Total	**19**	**0,6**
Régie de l'assurance-automobile	320	Femmes	7	13,5
		Hommes	45	86,5
		Total	**52**	**1,7**
Régie de l'assurance-maladie du Québec	064	Femmes	3	5,6
		Hommes	51	94,4
		Total	**54**	**1,8**
Régie des assurances agricoles du Québec	090	Hommes	14	100,0
		Total	**14**	**0,5**
Régie des entreprises de construction du Québec	366	Hommes	8	100,0
		Total	**8**	**0,3**
Régie des grains	384	Hommes	4	100,0
		Total	**4**	**0,1**

Tableau 4 (suite)

Effectifs des catégories hors-cadres et cadres supérieurs par ministère et sexe

1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Régie des rentes du Québec	063	Femmes	2	6,1
		Hommes	31	93,9
		Total	**33**	**1,1**
Régie des services publics	130	Hommes	14	100,0
		Total	**14**	**0,5**
Régie du logement	510	Femmes	2	18,2
		Hommes	9	81,8
		Total	**11**	**0,4**
Revenu	440	Femmes	2	1,2
		Hommes	163	98,8
		Total	**165**	**5,4**
Science et technologie	068	Hommes	12	100,0
		Total	**12**	**0,4**
Société d'habitation du Québec	730	Hommes	32	100,0
		Total	**32**	**1,1**
Sûreté du Québec	390	Hommes	14	100,0
		Total	**14**	**0,5**
Transports	850	Femmes	1	0,4
		Hommes	247	99,6
		Total	**248**	**8,2**
Travail	075	Hommes	25	100,0
		Total	**25**	**0,8**
Travaux publics et approvisionnement	750	Femmes	1	1,4
		Hommes	73	98,6
		Total	**74**	**2,4**
Total	**999**	**Femmes**	**174**	**5,7**
		Hommes	**2 858**	**94,3**
		Total	**3 032**	**100,0**

Tableau 5

Effectifs de la catégorie d'emploi professionnels par ministère et sexe

1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Affaires culturelles	010	Femmes	148	35,1
		Hommes	274	64,9
		Total	**422**	**3,5**
Affaires intergouvernementales	030	Femmes	36	24,0
		Hommes	114	76,0
		Total	**150**	**1,3**
Affaires municipales	050	Femmes	22	12,2
		Hommes	158	87,8
		Total	**180**	**1,5**
Affaires sociales	060	Femmes	129	24,3
		Hommes	402	75,7
		Total	**531**	**4,5**
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	080	Femmes	58	7,4
		Hommes	725	92,6
		Total	**783**	**6,6**
Assemblée nationale	370	Femmes	27	29,0
		Hommes	66	71,0
		Total	**93**	**0,8**
Bureau du vérificateur général du Québec	374	Femmes	20	19,4
		Hommes	83	80,6
		Total	**103**	**0,9**
Commerce extérieur	020	Femmes	16	15,8
		Hommes	85	84,2
		Total	**101**	**0,8**
Commission administrative des régimes de retraite	240	Femmes	15	21,1
		Hommes	56	78,9
		Total	**71**	**0,6**
Commission d'accès à l'information	408	Femmes	2	33,3
		Hommes	4	66,7
		Total	**6**	**0,1**
Commission d'appel de francisation des entreprises	218	Femmes	1	100,0
		Total	**1**	**0,0**
Commission de la fonction publique	430	Femmes	3	20,0
		Hommes	12	80,0
		Total	**15**	**0,1**
Commission de la santé et de la sécurité du travail	703	Femmes	168	23,1
		Hommes	559	76,9
		Total	**727**	**6,1**
Commission de protection du territoire agricole	328	Femmes	6	17,1
		Hommes	29	82,9
		Total	**35**	**0,3**
Commission de surveillance de la langue française	680	Femmes	3	27,3
		Hommes	8	72,7
		Total	**11**	**0,1**
Commission des normes du travail	702	Femmes	8	17,4
		Hommes	38	82,6
		Total	**46**	**0,4**

Tableau 5 (suite)

Effectifs de la catégorie d'emploi professionnels par ministère et sexe

1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Commission des transports	830	Femmes	4	10,8
		Hommes	33	89,2
		Total	**37**	**0,3**
Commission des valeurs mobilières du Québec	404	Femmes	6	18,8
		Hommes	26	81,3
		Total	**32**	**0,3**
Communautés culturelles et Immigration	300	Femmes	98	41,5
		Hommes	138	58,5
		Total	**236**	**2,0**
Communications	150	Femmes	66	20,5
		Hommes	256	79,5
		Total	**322**	**2,7**
Conseil de la langue française	690	Femmes	5	35,7
		Hommes	9	64,3
		Total	**14**	**0,1**
Conseil du statut de la femme	660	Femmes	28	96,6
		Hommes	1	3,4
		Total	**29**	**0,2**
Conseil du trésor	160	Femmes	14	20,0
		Hommes	56	80,0
		Total	**70**	**0,6**
Conseil exécutif	140	Femmes	20	28,6
		Hommes	50	71,4
		Total	**70**	**0,6**
Curateur public	560	Femmes	4	26,7
		Hommes	11	73,3
		Total	**15**	**0,1**
Directeur général des élections	630	Femmes	8	21,6
		Hommes	29	78,4
		Total	**37**	**0,3**
Éducation	350	Femmes	161	18,9
		Hommes	693	81,1
		Total	**854**	**7,2**
Énergie et des Ressources	600	Femmes	30	5,0
		Hommes	574	95,0
		Total	**604**	**5,1**
Environnement	380	Femmes	29	8,5
		Hommes	312	91,5
		Total	**341**	**2,9**
Financement forestier	610	Hommes	13	100,0
		Total	**13**	**0,1**
Finances	210	Femmes	35	11,6
		Hommes	266	88,4
		Total	**301**	**2,5**
Fonction publique	420	Femmes	46	32,6
		Hommes	95	67,4
		Total	**141**	**1,2**

Tableau 5 (suite)
Effectifs de la catégorie d'emploi professionnels par ministère et sexe
1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Habitation et de la Protection du consommateur	061	Femmes	13	15,1
		Hommes	73	84,9
		Total	**86**	**0,7**
Industrie, du Commerce et du Tourisme	280	Femmes	42	8,7
		Hommes	441	91,3
		Total	**483**	**4,1**
Inspecteur général des institutions financières	369	Femmes	12	8,6
		Hommes	127	91,4
		Total	**139**	**1,2**
Justice	400	Femmes	228	27,0
		Hommes	618	73,0
		Total	**846**	**7,1**
Loisir, de la Chasse et de la Pêche	120	Femmes	39	9,1
		Hommes	390	90,9
		Total	**429**	**3,6**
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	700	Femmes	52	14,2
		Hommes	315	85,8
		Total	**367**	**3,1**
Office de la langue française	710	Femmes	72	40,0
		Hommes	108	60,0
		Total	**180**	**1,5**
Office de la protection du consommateur	344	Femmes	19	25,3
		Hommes	56	74,7
		Total	**75**	**0,6**
Office de planification et de développement	640	Femmes	6	10,3
		Hommes	52	89,7
		Total	**58**	**0,5**
Office des personnes handicapées du Québec	538	Femmes	14	35,9
		Hommes	25	64,1
		Total	**39**	**0,3**
Office des professions du Québec	360	Femmes	5	31,3
		Hommes	11	68,8
		Total	**16**	**0,1**
Office des services de garde à l'enfance	431	Femmes	7	41,2
		Hommes	10	58,8
		Total	**17**	**0,1**
Office du crédit agricole du Québec	100	Femmes	14	14,3
		Hommes	84	85,7
		Total	**98**	**0,8**
Office du recrutement et de la sélection du personnel	450	Femmes	19	33,3
		Hommes	38	66,7
		Total	**57**	**0,5**
Régie de l'assurance-automobile	320	Femmes	70	22,4
		Hommes	242	77,6
		Total	**312**	**2,6**
Régie de l'assurance-maladie du Québec	064	Femmes	50	24,3
		Hommes	156	75,7
		Total	**206**	**1,7**

Tableau 5 (suite)

Effectifs de la catégorie d'emploi professionnels par ministère et sexe

1983-1984

Ministère ou organisme		Sexe	Nombre	%
Régie des assurances agricoles du Québec	090	Femmes	1	4,5
		Hommes	21	95,5
		Total	**22**	**0,2**
Régie des entreprises de construction du Québec	366	Femmes	2	12,5
		Hommes	14	87,5
		Total	**16**	**0,1**
Régie des grains	384	Hommes	5	100,0
		Total	**5**	**0,0**
Régie des rentes du Québec	063	Femmes	24	15,5
		Hommes	131	84,5
		Total	**155**	**1,3**
Régie des services publics	130	Hommes	10	100,0
		Total	**10**	**0,1**
Régie du logement	510	Femmes	16	35,6
		Hommes	29	64,4
		Total	**45**	**0,4**
Revenu	440	Femmes	85	13,4
		Hommes	549	86,6
		Total	**634**	**5,3**
Science et technologie	068	Femmes	2	13,3
		Hommes	13	86,7
		Total	**15**	**0,1**
Société d'habitation du Québec	730	Femmes	16	9,8
		Hommes	147	90,2
		Total	**163**	**1,4**
Sûreté du Québec	390	Femmes	6	11,8
		Hommes	45	88,2
		Total	**51**	**0,4**
Transports	850	Femmes	29	4,6
		Hommes	603	95,4
		Total	**632**	**5,3**
Travail	075	Femmes	20	18,2
		Hommes	90	81,8
		Total	**110**	**0,9**
Travaux publics et approvisionnement	750	Femmes	13	4,9
		Hommes	255	95,1
		Total	**268**	**2,2**
Total	**999**	**Femmes**	**2 092**	**17,5**
		Hommes	**9 833**	**82,5**
		Total	**11 925**	**100,0**

Tableau 6

Effectifs selon le traitement et le sexe

1983-1984

Traitement	Sexe	Nombre	%
10 000 et moins	Femmes	23	92,0
	Hommes	2	8,0
	Total	**25**	**0,0**
10 001 – 15 000	Femmes	73	92,4
	Hommes	6	7,6
	Total	**79**	**0,1**
15 001 – 20 000	Femmes	7 444	64,0
	Hommes	4 191	36,0
	Total	**11 635**	**20,7**
20 001 – 25 000	Femmes	9 014	48,2
	Hommes	9 701	51,8
	Total	**18 715**	**33,3**
25 001 – 30 000	Femmes	1 526	17,6
	Hommes	7 121	82,4
	Total	**8 647**	**15,4**
30 001 – 35 000	Femmes	977	19,1
	Hommes	4 140	80,9
	Total	**5 117**	**9,1**
35 001 – 40 000	Femmes	592	15,5
	Hommes	3 234	84,5
	Total	**3 826**	**6,8**
40 001 et plus	Femmes	543	6,7
	Hommes	7 573	93,3
	Total	**8 116**	**14,5**
Total	**Femmes**	**20 192**	**36,0**
	Hommes	**35 968**	**64,0**
	Total	**56 160**	**100,0**

Tableau 7

Entrées en fonction par catégorie d'emploi et sexe

1983-1984

Catégorie d'emploi	Sexe	Nombre	%
001 Personnel hors-cadre	Femmes	3	23,1
	Hommes	10	76,9
	Total	**13**	**1,9**
002 Cadres supérieurs	Femmes	3	25,0
	Hommes	9	75,0
	Total	**12**	**1,7**
003 Personnel de maîtrise	Hommes	1	100,0
	Total	**1**	**0,1**
004 Professionnels	Femmes	65	23,1
	Hommes	216	76,9
	Total	**281**	**40,7**
005 Personnel bureau, tech. et ass.	Femmes	172	61,9
	Hommes	106	38,1
	Total	**278**	**40,2**
006 Agents de la paix	Femmes	11	17,5
	Hommes	52	82,5
	Total	**63**	**9,1**
007 Ouvriers	Hommes	28	100,0
	Total	**28**	**4,1**
008 Autres	Femmes	3	20,0
	Hommes	12	80,0
	Total	**15**	**2,2**
099 Ensemble des effectifs	**Femmes**	**257**	**37,2**
	Hommes	**434**	**62,8**
	Total	**691**	**100,0**

Tableau 8

Répartition des départs par catégorie d'emploi, sexe et raison du départ

1983-1984

Catégorie d'emploi		Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Personnel hors-cadre	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	10,0	0	0,0	1	100,0	2	9,5
		Hommes	6	100,0	1	100,0	9	90,0	3	100,0	0	0,0	19	90,5
		Total	**6**	**0,8**	**1**	**0,7**	**10**	**2,3**	**3**	**0,9**	**1**	**16,7**	**21**	**1,3**
002	Cadres supérieurs	Femmes	2	7,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	3,1
		Hommes	25	92,6	8	100,0	22	100,0	7	100,0	0	0,0	62	96,9
		Total	**27**	**3,6**	**8**	**5,8**	**22**	**5,1**	**7**	**2,1**	**0**	**0,0**	**64**	**3,9**
003	Personnel de maîtrise	Femmes	12	18,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	12	13,5
		Hommes	53	81,5	10	100,0	5	100,0	9	100,0	0	0,0	77	86,5
		Total	**65**	**8,7**	**10**	**7,3**	**5**	**1,2**	**9**	**2,7**	**0**	**0,0**	**89**	**5,4**
004	Professionnels	Femmes	7	8,4	3	13,0	30	26,3	16	17,6	1	50,0	57	18,2
		Hommes	76	91,6	20	87,0	84	73,7	75	82,4	1	50,0	256	81,8
		Total	**83**	**11,1**	**23**	**16,8**	**114**	**26,5**	**91**	**27,1**	**2**	**33,3**	**313**	**18,8**
005	Personnel bureau tech. et ass	Femmes	128	40,6	14	31,1	161	70,6	122	62,9	1	33,3	426	54,3
		Hommes	187	59,4	31	68,9	67	29,4	72	37,1	2	66,7	359	45,7
		Total	**315**	**41,9**	**45**	**32,8**	**228**	**52,9**	**194**	**57,7**	**3**	**50,0**	**785**	**47,3**
006	Agents de la paix	Femmes	2	8,0	0	0,0	4	23,5	1	7,7	0	0,0	7	10,6
		Hommes	23	92,0	11	100,0	13	76,5	12	92,3	0	0,0	59	89,4
		Total	**25**	**3,3**	**11**	**8,0**	**17**	**3,9**	**13**	**3,9**	**0**	**0,0**	**66**	**4,0**
007	Ouvriers	Femmes	6	2,6	0	0,0	3	10,0	0	0,0	0	0,0	9	2,8
		Hommes	224	97,4	38	100,0	27	90,0	19	100,0	0	0,0	308	97,2
		Total	**230**	**30,6**	**38**	**27,7**	**30**	**7,0**	**19**	**5,7**	**0**	**0,0**	**317**	**19,1**
008	Autres	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	20,0	0	0,0	0	0,0	1	16,7
		Hommes	0	0,0	1	100,0	4	80,0	0	0,0	0	0,0	5	83,3
		Total	**0**	**0,0**	**1**	**0,7**	**5**	**1,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**6**	**0,4**
099	Ensemble des effectifs	Femmes	157	20,9	17	12,4	200	46,4	139	41,4	3	50,0	516	31,1
		Hommes	594	79,1	120	87,6	231	53,6	197	58,6	3	50,0	1 145	68,9
		Total	**751**	**45,2**	**137**	**8,2**	**431**	**25,9**	**336**	**20,2**	**6**	**0,4**	**1 661**	**100,0**

Tableau 9

Répartition des effectifs par catégorie d'emploi, sexe et région administrative

Partie 1, 31 mars 1984

Catégorie d'emploi		Sexe	00		01		02		03		04		05		06	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Personnel hors-cadre	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	23	10,0	1	100,0	0	0,0	16	15,8
		Hommes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	207	90,0	0	0,0	1	100,0	79	83,2
		Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**230**	**1,0**	**1**	**0,1**	**1**	**0,1**	**95**	**9,7**
002	Cadres supérieurs	Femmes	0	0,0	1	2,7	0	0,0	72	4,5	2	5,3	0	0,0	22	4,9
		Hommes	0	0,0	36	97,3	21	100,0	1 545	95,5	36	94,7	23	100,0	428	95,1
		Total	**0**	**0,0**	**37**	**2,3**	**21**	**1,7**	**1 617**	**6,7**	**38**	**2,1**	**23**	**2,2**	**450**	**3,1**
003	Personnel de maîtrise	Femmes	0	0,0	9	7,1	8	8,6	130	14,7	7	6,4	6	8,7	121	14,7
		Hommes	0	0,0	118	92,9	85	91,4	754	85,3	102	93,6	63	91,3	704	85,3
		Total	**0**	**0,0**	**127**	**7,8**	**93**	**7,4**	**884**	**3,7**	**109**	**6,8**	**69**	**6,7**	**825**	**5,7**
004	Professionnels	Femmes	0	0,0	14	8,2	15	10,9	974	15,9	21	7,9	12	9,8	539	21,1
		Hommes	0	0,0	156	91,8	123	89,1	5 141	84,1	246	92,1	111	90,2	2 020	78,9
		Total	**0**	**0,0**	**170**	**10,4**	**138**	**11,0**	**6 115**	**25,4**	**267**	**14,7**	**123**	**12,0**	**2 559**	**17,7**
005	Personnel bureau tech. et ass.	Femmes	0	0,0	367	45,0	306	48,0	7 100	56,6	428	44,5	234	44,9	4 619	60,9
		Hommes	0	0,0	448	55,0	332	52,0	5 454	43,4	534	55,5	287	55,1	2 969	39,1
		Total	**0**	**0,0**	**815**	**49,8**	**638**	**50,8**	**12 554**	**52,2**	**962**	**53,1**	**521**	**50,7**	**7 588**	**52,4**
006	Agents de la paix	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	20	2,6	0	0,0	1	1,9	87	8,0
		Hommes	0	0,0	134	100,0	103	100,0	742	97,4	74	100,0	53	98,1	998	92,0
		Total	**0**	**0,0**	**134**	**8,2**	**103**	**8,2**	**762**	**3,2**	**74**	**4,1**	**54**	**5,3**	**1 085**	**7,5**
007	Ouvriers	Femmes	0	0,0	2	0,6	0	0,0	52	2,8	1	0,3	6	2,6	19	1,1
		Hommes	1	100,0	345	99,4	257	100,0	1 781	97,2	348	99,7	223	97,4	1 757	98,9
		Total	**1**	**100,0**	**347**	**21,2**	**257**	**20,4**	**1 833**	**7,6**	**349**	**19,3**	**229**	**22,3**	**1 776**	**12,3**
008	Autres	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	5	12,5	0	0,0	1	14,3	21	19,1
		Hommes	0	0,0	7	100,0	7	100,0	35	87,5	12	100,0	6	85,7	89	80,9
		Total	**0**	**0,0**	**7**	**0,4**	**7**	**0,6**	**40**	**0,2**	**12**	**0,7**	**7**	**0,7**	**110**	**0,8**
099	Ensemble des effectifs	Femmes	0	0,0	393	24,0	329	26,2	8 376	34,8	460	25,4	260	25,3	5 444	37,6
		Hommes	1	100,0	1 244	76,0	928	73,8	15 659	65,2	1 352	74,6	767	74,7	9 044	62,4
		Total	**1**	**0,0**	**1 637**	**2,9**	**1 257**	**2,2**	**24 035**	**42,8**	**1 812**	**3,2**	**1 027**	**1,8**	**14 488**	**25,8**

Tableau 9 (suite)

Répartition des effectifs par catégorie d'emploi, sexe et région administrative

Partie 2, 31 mars 1984

Catégorie d'emploi		Sexe	07		08		09		10		Inconnu		Total	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Personnel hors-cadre	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	4,3	41	11,7
		Hommes	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	22	95,7	310	88,3
		Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**23**	**0,3**	**351**	**0,6**
002	Cadres supérieurs	Femmes	2	8,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	34	7,7	133	5,0
		Hommes	22	91,7	19	100,0	12	100,0	0	0,0	406	92,3	2 548	95,0
		Total	**24**	**2,1**	**19**	**1,9**	**12**	**1,9**	**0**	**0,0**	**440**	**4,8**	**2 681**	**4,8**
003	Personnel de maîtrise	Femmes	2	2,9	10	12,3	2	3,4	0	0,0	89	22,6	384	14,2
		Hommes	67	97,1	71	87,7	56	96,6	0	0,0	304	77,4	2 324	85,8
		Total	**69**	**6,1**	**81**	**8,0**	**58**	**9,0**	**0**	**0,0**	**393**	**4,3**	**2 708**	**4,8**
004	Professionnels	Femmes	24	18,2	13	13,0	5	7,4	0	0,0	475	21,1	2 092	17,5
		Hommes	108	81,8	87	87,0	63	92,6	0	0,0	1 778	78,9	9 833	82,5
		Total	**132**	**11,6**	**100**	**9,8**	**68**	**10,6**	**0**	**0,0**	**2 253**	**24,7**	**11 925**	**21,2**
005	Personnel bureau tech. et ass.	Femmes	301	55,4	248	50,5	174	56,9	0	0,0	3 536	61,8	17 313	57,4
		Hommes	242	44,6	243	49,5	132	43,1	0	0,0	2 184	38,2	12 825	42,6
		Total	**543**	**47,7**	**491**	**48,3**	**306**	**47,7**	**0**	**0,0**	**5 720**	**62,8**	**30 138**	**53,7**
006	Agents de la paix	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	108	4,2
		Hommes	93	100,0	83	100,0	76	100,0	0	0,0	87	100,0	2 443	95,8
		Total	**93**	**8,2**	**83**	**8,2**	**76**	**11,8**	**0**	**0,0**	**87**	**1,0**	**2 551**	**4,5**
007	Ouvriers	Femmes	5	1,9	5	2,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	90	1,6
		Hommes	262	98,1	230	97,9	117	100,0	0	0,0	189	100,0	5 510	98,4
		Total	**267**	**23,4**	**235**	**23,1**	**117**	**18,2**	**0**	**0,0**	**189**	**2,1**	**5 600**	**10,0**
008	Autres	Femmes	3	30,0	1	12,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	31	15,0
		Hommes	7	70,0	7	87,5	5	100,0	0	0,0	0	0,0	175	85,0
		Total	**10**	**0,9**	**8**	**0,8**	**5**	**0,8**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**206**	**0,4**
099	Ensemble des effectifs	Femmes	337	29,6	277	27,2	181	28,2	0	0,0	4 135	45,4	20 192	36,0
		Hommes	802	70,4	740	72,8	461	71,8	0	0,0	4 970	54,6	35 968	64,0
		Total	**1 139**	**2,0**	**1 017**	**1,8**	**642**	**1,1**	**0**	**0,0**	**9 105**	**16,2**	**56 160**	**100,0**

Tableau 10

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 1, 31 mars 1984

Ministère	00		01		02		03		04		05		06	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Affaires culturelles	0	0,0	20	1,2	23	1,8	466	1,9	28	1,5	9	0,9	299	2,1
Affaires intergouvernementales	0	0,0	0	0,0	0	0,0	359	1,5	0	0,0	0	0,0	4	0,0
Affaires municipales	0	0,0	3	0,2	2	0,2	454	1,9	2	0,1	2	0,2	74	0,5
Affaires sociales	0	0,0	1	0,1	3	0,2	1 117	4,6	3	0,2	4	0,4	85	0,6
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	0	0,0	309	18,9	104	8,3	1 245	5,2	191	10,5	78	7,6	625	4,3
Assemblée nationale	0	0,0	0	0,0	0	0,0	523	2,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Bureau du vérificateur général	0	0,0	0	0,0	0	0,0	135	0,6	0	0,0	0	0,0	27	0,2
Commerce extérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0	59	0,2	0	0,0	0	0,0	119	0,8
Commission administrative des régimes de retraite	0	0,0	0	0,0	0	0,0	384	1,6	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Commission d'accès à l'information	0	0,0	0	0,0	0	0,0	12	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0
Commission d'appel de francisation	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0
Commission de la fonction publique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	37	0,2	0	0,0	0	0,0	2	0,0
Commission de la santé et de la sécurité du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Commission de protection du territoire agricole	0	0,0	0	0,0	0	0,0	50	0,2	0	0,0	0	0,0	34	0,2
Commission de surveillance de la langue française	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	0	0,0	0	0,0	32	0,2
Commission des normes du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Commission des transports	0	0,0	0	0,0	0	0,0	131	0,5	0	0,0	0	0,0	146	1,0
Commission des valeurs mobilières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	83	0,6
Communautés culturelles et Immigration	0	0,0	0	0,0	0	0,0	22	0,1	0	0,0	5	0,5	370	2,6
Communications	0	0,0	12	0,7	12	1,0	908	3,8	13	0,7	10	1,0	110	0,8
Conseil de la langue française	0	0,0	0	0,0	0	0,0	31	0,1	0	0,0	0	0,0	2	0,0
Conseil du statut de la femme	0	0,0	1	0,1	2	0,2	44	0,2	1	0,1	2	0,2	14	0,1
Conseil du Trésor	0	0,0	0	0,0	0	0,0	171	0,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Conseil exécutif	0	0,0	0	0,0	0	0,0	289	1,2	0	0,0	0	0,0	19	0,1

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 1, 31 mars 1984

Ministère	00		01		02		03		04		05		06	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Curateur public	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,0	0	0,0	0	0,0	127	0,9
Directeur général des élections	0	0,0	0	0,0	0	0,0	124	0,5	0	0,0	0	0,0	14	0,1
Éducation	0	0,0	1	0,1	2	0,2	302	1,3	2	0,1	1	0,1	52	0,4
Énergie et des Ressources	0	0,0	159	9,7	127	10,1	1 548	6,4	64	3,5	21	2,0	167	1,2
Environnement	0	0,0	23	1,4	1	0,1	739	3,1	27	1,5	27	2,6	221	1,5
Financement forestier	0	0,0	2	0,1	1	0,1	14	0,1	2	0,1	3	0,3	2	0,0
Finances	0	0,0	1	0,1	0	0,0	1 154	4,8	0	0,0	0	0,0	32	0,2
Fonction publique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	343	1,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Habitation et de la Protection du consommateur	0	0,0	2,1	1,3	22	1,8	304	1,3	33	1,8	15	1,5	342	2,4
Industrie du Commerce et du Tourisme	0	0,0	6	0,4	6	0,5	503	2,1	29	1,6	6	0,6	453	3,1
Inspecteur général, des institutions financières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	339	1,4	0	0,0	0	0,0	58	0,4
Justice	0	0,0	189	11,5	203	16,1	2 050	8,5	257	14,2	153	14,9	3 457	23,9
Loisir, de la Chasse et de la Pêche	1	100,0	170	10,4	114	9,1	989	4,1	150	8,3	58	5,6	256	1,8
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0	0,0	185	11,3	185	14,7	1 080	4,5	229	12,6	127	12,4	912	6,3
Office de la langue française	0	0,0	3	0,2	2	0,2	136	0,6	3	0,2	2	0,2	180	1,2
Office de la protection du consommateur	0	0,0	3	0,2	5	0,4	88	0,4	4	0,2	5	0,5	88	0,6
Office de planification et de développement du Québec	0	0,0	6	0,4	3	0,2	85	0,4	4	0,2	5	0,5	26	0,2
Office des personnes handicapées	0	0,0	1	0,1	2	0,2	3	0,0	61	3,4	1	0,1	5	0,0
Office des professions du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	42	0,2	0	0,0	0	0,0	1	0,0
Office des services de garde à l'enfance	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	6	0,0	0	0,0	38	0,3
Office du crédit agricole du Québec	0	0,0	6	0,4	10	0,8	221	0,9	18	1,0	7	0,7	23	0,2
Office du recrutement et de la sélection du personnel	0	0,0	2	0,1	1	0,1	142	0,6	3	0,2	3	0,3	13	0,1
Régie de l'assurance-automobile	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 1, 31 mars 1984

Ministère	00		01		02		03		04		05		06	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régie de l'assurance-maladie du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Régie des assurances agricoles	0	0,0	5	0,3	2	0,2	59	0,2	3	0,2	1	0,1	17	0,1
Régie des entreprises de construction	0	0,0	0	0,0	0	0,0	10	0,0	0	0,0	0	0,0	93	0,6
Régie des grains	0	0,0	1	0,1	0	0,0	16	0,1	2	0,1	0	0,0	5	0,0
Régie des rentes du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Régie des services publics	0	0,0	0	0,0	0	0,0	56	0,2	0	0,0	0	0,0	1	0,0
Régie du logement	0	0,0	8	0,5	14	1,1	26	0,1	15	0,8	4	0,4	187	1,3
Revenu	0	0,0	10	0,6	14	1,1	2 112	8,8	20	1,1	25	2,4	1 949	13,5
Science et technologie	0	0,0	0	0,0	0	0,0	44	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Société d'habitation du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	296	1,2	0	0,0	0	0,0	86	0,6
Sûreté du Québec	0	0,0	42	2,6	28	2,2	150	0,6	43	2,4	25	2,4	526	3,6
Transports	0	0,0	439	26,8	357	28,4	2 965	12,3	577	31,8	416	40,5	2 458	17,0
Travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	126	0,5	0	0,0	0	0,0	165	1,1
Travaux publics et approvisionnement	0	0,0	8	0,5	12	1,0	1 529	6,4	28	1,5	12	1,2	485	3,3
Total	**1**	**0,0**	**1 637**	**2,9**	**1 257**	**2,2**	**24 035**	**42,8**	**1 812**	**3,2**	**1 027**	**1,8**	**14 488**	**25,8**

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 2, 31 mars 1984

Ministère	07		08		09		10		Inconnu		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Affaires culturelles	23	2,0	11	1,1	5	0,8	0	0,0	1	0,0	885	1,6
Affaires intergouvernementales	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	41	0,5	404	0,7
Affaires municipales	3	0,3	2	0,2	2	0,3	0	0,0	0	0,0	544	1,0
Affaires sociales	3	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	1 217	2,2
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	26	2,3	59	5,8	59	9,2	0	0,0	32	0,4	2 728	4,9
Assemblée nationale	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	523	0,9
Bureau du vérificateur général	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	162	0,3
Commerce extérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	19	0,2	197	0,4
Commission administrative des régimes de retraite	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	384	0,7
Commission d'accès à l'information	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	13	0,0
Commission d'appel de francisation	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0
Commission de la fonction publique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	39	0,1

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 2, 31 mars 1984

Ministère	07		08		09		10		Inconnu		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Commission de la santé et de la sécurité du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2 550	28,0	2 550	4,5
Commission de protection du territoire agricole	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	85	0,2
Commission de surveillance de la langue française	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	33	0,1
Commission des normes du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	391	4,3	391	0,7
Commission des transports	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	278	0,5
Commission des valeurs mobilières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	83	0,1
Communautés culturelles et Immigration	6	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,0	407	0,7
Communications	13	1,1	15	1,5	8	1,2	0	0,0	0	0,0	1 101	2,0
Conseil de la langue française	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	33	0,1
Conseil du statut de la femme	2	0,2	2	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	68	0,1
Conseil du Trésor	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	172	0,3
Conseil exécutif	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0	311	0,6
Curateur public	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	129	0,2
Directeur général des élections	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	138	0,2
Éducation	2	0,2	7	0,7	3	0,5	0	0,0	1 707	18,7	2 079	3,7
Énergie et des Ressources	68	6,0	164	16,1	84	13,1	0	0,0	44	0,5	2 446	4,4
Environnement	20	1,8	14	1,4	11	1,7	0	0,0	7	0,1	1 090	1,9
Financement forestier	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	24	0,0
Finances	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	23	0,3	1 210	2,2
Fonction publique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	343	0,6
Habitation et de la Protection du consommateur	18	1,6	14	1,4	7	1,1	0	0,0	1	0,0	777	1,4
Industrie, du Commerce et du Tourisme	2	0,2	3	0,3	2	0,3	0	0,0	19	0,2	1 029	1,8
Inspecteur général des institutions financières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	397	0,7
Justice	220	19,3	158	15,5	101	15,7	0	0,0	24	0,3	6 812	12,1
Loisir, de la Chasse et de la Pêche	121	10,6	76	7,5	113	17,6	0	0,0	182	2,0	2 230	4,0
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	132	11,6	91	8,9	74	11,5	0	0,0	74	0,8	3 089	5,5
Office de la langue française	2	0,2	3	0,3	1	0,2	0	0,0	20	0,2	352	0,6
Office de la protection du consommateur	5	0,4	3	0,3	3	0,5	0	0,0	1	0,0	205	0,4
Office de planification et de développement du Québec	5	0,4	4	0,4	6	0,9	0	0,0	0	0,0	144	0,3
Office des personnes handicapées	1	0,1	0	0,0	1	0,2	0	0,0	1	0,0	76	0,1
Office des professions du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	44	0,1
Office des services de garde à l'enfance	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	38	0,1
Office du crédit agricole du Québec	2	0,2	3	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	290	0,5
Office du recrutement et de la sélection du personnel	3	0,3	2	0,2	3	0,5	0	0,0	6	0,1	178	0,3
Régie de l'assurance-automobile	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1 763	19,4	1 763	3,1
Régie de l'assurance-maladie du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1 275	14,0	1 275	2,3

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 2, 31 mars 1984

Ministère	07		08		09		10		Inconnu		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régie des assurances agricoles	2	0,2	2	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	91	0,2
Régie des entreprises de construction	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	103	0,2
Régie des grains	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	24	0,0
Régie des rentes du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	692	7,6	692	1,2
Régie des services publics	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	57	0,1
Régie du logement	5	0,4	3	0,3	2	0,3	0	0,0	1	0,0	265	0,5
Revenu	9	0,8	12	1,2	5	0,8	0	0,0	9	0,1	4 165	7,4
Science et technologie	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	44	0,1
Société d'habitation du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	382	0,7
Sûreté du Québec	41	3,6	36	3,5	23	3,6	0	0,0	29	0,3	943	1,7
Transports	389	34,2	330	32,4	127	19,8	0	0,0	171	1,9	8 229	14,7
Travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	291	0,5
Travaux publics et approvisonnement	16	1,4	3	0,3	2	0,3	0	0,0	10	0,1	2 105	3,7
Total	**1 139**	**2,0**	**1 017**	**1,8**	**642**	**1,1**	**0**	**0,0**	**9 105**	**16,2**	**56 160**	**100,0**

Tableau 11

Répartition des effectifs selon l'unité syndicale et le statut (syndiqués, non-syndiqués)

31 mars 1984

Unité syndicale		Syndiqués		Non-syndiqués		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Professionnels	8 868	86,4	1 392	13,6	10 260	21,0
002	Chirurgiens – dentistes	23	92,0	2	8,0	25	0,1
003	Médecins	97	94,2	6	5,8	103	0,2
004	Enseignants	447	99,3	3	0,7	450	0,9
005	Agents de conservation de la faune	416	99,0	4	1,0	420	0,9
006	Agents de la paix	88	98,9	1	1,1	89	0,2
007	Constables spéciaux du gouv. du Québec	156	100,0	0	0,0	156	0,3
008	Agents de la paix en inst. pénales	1 450	99,8	3	0,2	1 453	3,0
009	Gardiens – constables	388	100,0	0	0,0	388	0,8
010	Gardes du corps	0	0,0	45	100,0	45	0,1
011	Personnel de bureau, techniciens et assimilés	27 348	91,7	2 490	8,3	29 838	61,1
012	Ouvriers	5 559	99,3	41	0,7	5 600	11,5
099	**Total**	**44 840**	**91,8**	**3 987**	**8,2**	**48 827**	**100,0**

Tableau 12

Répartition des effectifs selon la catégorie d'emploi, le sexe et l'âge

31 mars 1984

Catégorie d'emploi		Sexe	Moins de 25		25-34		35-44		45-54		55 et plus		Total	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Personnel hors-cadre	Femmes	0	0,0	0	0,0	19	5,4	15	4,3	7	2,0	41	11,7
		Hommes	0	0,0	4	1,1	95	27,1	137	39,0	74	21,1	310	88,3
		Total	**0**	**0,0**	**4**	**1,1**	**114**	**32,5**	**152**	**43,3**	**81**	**23,1**	**351**	**0,6**
002	Cadres supérieurs	Femmes	0	0,0	22	0,8	78	2,9	24	0,9	9	0,3	133	5,0
		Hommes	0	0,0	106	4,0	1 069	39,9	957	35,7	416	15,5	2 548	95,0
		Total	**0**	**0,0**	**128**	**4,8**	**1 147**	**42,8**	**981**	**36,6**	**425**	**15,9**	**2 681**	**4,8**
003	Personnel de maîtrise	Femmes	0	0,0	39	1,4	171	6,3	109	4,0	65	2,4	384	14,2
		Hommes	0	0,0	124	4,6	867	32,0	820	30,3	513	18,9	2 324	85,8
		Total	**0**	**0,0**	**163**	**6,0**	**1 038**	**38,3**	**929**	**34,3**	**578**	**21,3**	**2 708**	**4,8**
004	Professionnels	Femmes	21	0,2	985	8,3	731	6,1	230	1,9	125	1,0	2 092	17,5
		Hommes	35	0,3	2 617	21,9	4 106	34,4	1 864	15,6	1 211	10,2	9 833	82,5
		Total	**56**	**0,5**	**3 602**	**30,2**	**4 837**	**40,6**	**2 094**	**17,6**	**1 336**	**11,2**	**11 925**	**21,2**
005	Personnel bureau tech. et ass.	Femmes	1 114	3,7	9 543	31,7	3 480	11,5	1 807	6,0	1 369	4,5	17 313	57,4
		Hommes	136	0,5	4 087	13,6	4 138	13,7	2 394	7,9	2 070	6,9	12 825	42,6
		Total	**1 250**	**4,1**	**13 630**	**45,2**	**7 618**	**25,3**	**4 201**	**13,9**	**3 439**	**11,4**	**30 138**	**53,7**
006	Agents de la paix	Femmes	5	0,2	46	1,8	22	0,9	21	0,8	14	0,5	108	4,2
		Hommes	15	0,6	779	30,5	928	36,4	468	18,3	253	9,9	2 443	95,8
		Total	**20**	**0,8**	**825**	**32,3**	**950**	**37,2**	**489**	**19,2**	**267**	**10,5**	**2 551**	**4,5**
007	Ouvriers	Femmes	1	0,0	12	0,2	12	0,2	22	0,4	43	0,8	90	1,6
		Hommes	17	0,3	803	14,3	1 345	24,0	1 505	26,9	1 840	32,9	5 510	98,4
		Total	**18**	**0,3**	**815**	**14,6**	**1 357**	**24,2**	**1 527**	**27,3**	**1 883**	**33,6**	**5 600**	**10,0**
008	Autres	Femmes	1	0,5	21	10,2	9	4,4	0	0,0	0	0,0	31	15,0
		Hommes	1	0,5	72	35,0	81	39,3	16	7,8	5	2,4	175	85,0
		Total	**2**	**1,0**	**93**	**45,1**	**90**	**43,7**	**16**	**7,8**	**5**	**2,4**	**206**	**0,4**
009	Ensemble des effectifs	Femmes	1 142	2,0	10 668	19,0	4 522	8,1	2 228	4,0	1 632	2,9	20 192	36,0
		Hommes	204	0,4	8 592	15,3	12 629	22,5	8 161	14,5	6 382	11,4	35 968	64,0
		Total	**1 346**	**2,4**	**19 260**	**34,3**	**17 151**	**30,5**	**10 389**	**18,5**	**8 014**	**14,3**	**56 160**	**100,0**

Tableau 13

Répartition des effectifs selon la catégorie d'emploi, le sexe et le nombre d'années de service

31 mars 1984

Catégorie d'emploi		Sexe	Moins de 3		3-6		7-10		11-14		15 et plus		Total	
			Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Personnel hors-cadre	Femmes	8	2,3	19	5,4	7	2,0	2	0,6	5	1,4	41	11,7
		Hommes	33	9,4	71	20,2	60	17,1	57	16,2	89	25,4	310	88,3
		Total	**41**	**11,7**	**90**	**25,6**	**67**	**19,1**	**59**	**16,8**	**94**	**26,8**	**351**	**0,6**
002	Cadres supérieurs	Femmes	11	0,4	36	1,3	46	1,7	26	1,0	14	0,5	133	5,0
		Hommes	56	2,1	326	12,2	520	19,4	510	19,0	1 136	42,5	2 548	95,0
		Total	**67**	**2,5**	**362**	**13,5**	**566**	**21,1**	**536**	**20,0**	**1 150**	**42,9**	**2 681**	**4,8**
003	Personnel de maîtrise	Femmes	1	0,0	10	0,4	40	1,5	101	3,7	232	8,6	384	14,2
		Hommes	8	0,3	105	3,9	195	7,2	401	14,8	1 615	59,6	2 324	85,8
		Total	**9**	**0,3**	**115**	**4,2**	**235**	**8,7**	**502**	**18,5**	**1 847**	**68,2**	**2 708**	**4,8**
004	Professionnels	Femmes	219	1,8	764	6,4	664	5,6	237	2,0	208	1,7	2 092	17,5
		Hommes	642	5,4	2 382	20,0	2 941	24,7	1 524	12,8	2 344	19,7	9 833	82,5
		Total	**861**	**7,2**	**3 146**	**26,4**	**3 605**	**30,2**	**1 761**	**14,8**	**2 552**	**21,4**	**11 925**	**21,2**
005	Personnel bureau tech. et ass.	Femmes	655	2,2	4 214	14,0	6 432	21,3	2 882	9,6	3 130	10,4	17 313	57,4
		Hommes	382	1,3	2 186	7,3	3 472	11,5	1 988	6,6	4 797	15,9	12 825	42,6
		Total	**1 037**	**3,4**	**6 400**	**21,2**	**9 904**	**32,9**	**4 870**	**16,2**	**7 927**	**26,3**	**30 138**	**53,7**
006	Agents de la paix	Femmes	25	1,0	29	1,1	18	0,7	7	0,3	29	1,1	108	4,2
		Hommes	87	3,4	355	13,9	602	23,6	614	24,1	785	30,8	2 443	95,8
		Total	**112**	**4,4**	**384**	**15,1**	**620**	**24,3**	**621**	**24,3**	**814**	**31,9**	**2 551**	**4,5**
007	Ouvriers	Femmes	0	0,0	20	0,4	12	0,2	9	0,2	49	0,9	90	1,6
		Hommes	104	1,9	747	13,3	1 105	19,7	947	16,9	2 607	46,6	5 510	98,4
		Total	**104**	**1,9**	**767**	**13,7**	**1 117**	**19,9**	**956**	**17,1**	**2 656**	**47,4**	**5 600**	**10,0**
008	Autres	Femmes	12	5,8	12	5,8	5	2,4	1	0,5	1	0,5	31	15,0
		Hommes	29	14,1	53	25,7	58	28,2	23	11,2	12	5,8	175	85,0
		Total	**41**	**19,9**	**65**	**31,6**	**63**	**30,6**	**24**	**11,7**	**13**	**6,3**	**206**	**0,4**
009	Ensemble des effectifs	Femmes	931	1,7	5 104	9,1	7 224	12,9	3 265	5,8	3 668	6,5	20 192	36,0
		Hommes	1 341	2,4	6 225	11,1	8 953	15,9	6 064	10,8	13 385	23,8	35 968	64,0
		Total	**2 272**	**4,0**	**11 329**	**20,2**	**16 177**	**28,8**	**9 329**	**16,6**	**17 053**	**30,4**	**56 160**	**100,0**

Tableau 14

Répartition des effectifs des catégories d'emploi hors-cadres et cadres supérieurs selon le corps d'emploi et le sexe

31 mars 1984

Corps d'emploi		Femmes		Hommes		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Sous-ministre	1	0,6	24	0,8	25	0,8
002	Dirigeant et membre	30	17,2	184	6,4	214	7,1
003	Sous-ministre adjoint et associé	10	5,7	102	3,6	112	3,7
004	Administrateur classe 1	1	0,6	55	1,9	56	1,8
005	Administrateur classe 2	4	2,3	256	9,0	260	8,6
006	Administrateur classe 3	16	9,2	502	17,6	518	17,1
007	Administrateur classe 4	68	39,1	1 089	38,1	1 157	38,2
008	Administrateur classe 5	44	25,3	646	22,6	690	22,8
099	**Total**	**174**	**5,7**	**2 858**	**94,3**	**3 032**	**100,0**

Tableau 15

Répartition des effectifs professionnels selon le corps d'emploi et le sexe

31 mars 1984

Corps d'emploi	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Actuaires	5	0,2	38	0,4	43	0,4
Agents culturels	108	5,2	131	1,3	239	2,0
Agents d'information	187	8,9	289	2,9	476	4,0
Agents de développement industriel	22	1,1	343	3,5	365	3,1
Agents de l'approvisionnement	5	0,2	73	0,7	78	0,7
Agents de la gestion du personnel	121	5,8	417	4,2	538	4,5
Agents de la gestion financière	80	3,8	1 070	10,9	1 150	9,6
Agents de recherche et de planification socio-économique	376	18,0	1 290	13,1	1 666	14,0
Agents du vérificateur général	20	1,0	74	0,8	94	0,8
Agronomes	25	1,2	324	3,3	349	2,9
Analystes de l'informatique et des procédés administratifs	267	12,8	1 242	12,6	1 509	12,7
Architectes	6	0,3	84	0,9	90	0,8
Arpenteurs-géomètres	1	0,0	84	0,9	85	0,7
Attachés d'administration	314	15,0	1 466	14,9	1 780	14,9
Attachés judiciaires	22	1,1	22	0,2	44	0,4
Avocats et notaires	108	5,2	303	3,1	411	3,4
Bibliothécaires	44	2,1	51	0,5	95	0,8
Biologistes	14	0,7	155	1,6	169	1,4
Commissaires-enquêteurs	0	0,0	21	0,2	21	0,2
Conciliateurs	2	0,1	21	0,2	23	0,2
Conseillers d'orientation professionnelle	16	0,8	27	0,3	43	0,4
Dentistes	0	0,0	25	0,3	25	0,2
Diététistes	3	0,1	0	0,0	3	0,0
Ingénieurs	20	1,0	895	9,1	915	7,7
Ingénieurs forestiers	5	0,2	279	2,8	284	2,4
Médecins	17	0,8	86	0,9	103	0,9
Médecins vétérinaires	5	0,2	71	0,7	76	0,6
Professeurs d'écoles normales	132	6,3	318	3,2	450	3,8
Psychologues	2	0,1	12	0,1	14	0,1
Spécialistes en sciences de l'éducation	92	4,4	387	3,9	479	4,0
Spécialistes en sciences physiques	19	0,9	200	2,0	219	1,8
Traducteurs	38	1,8	26	0,3	64	0,5
Travailleurs sociaux	16	0,8	9	0,1	25	0,2
Total	**2 092**	**17,5**	**9 833**	**82,5**	**11 925**	**100,0**

Tableau 16

Répartition des effectifs professionnels selon le grade et le sexe

31 mars 1984

Grade	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001 Grade 5, 6, 7	25	1,2	51	0,5	76	0,6
002 Grade 4	20	1,0	24	0,2	44	0,4
003 Grade 3	336	16,1	681	6,9	1 017	8,5
004 Grade 2	942	45,0	3 181	32,4	4 123	34,6
005 Grade 1	652	31,2	5 509	56,0	6 161	51,7
006 Autres	117	5,6	387	3,9	504	4,2
099 Total	**2 092**	**17,5**	**9 833**	**82,5**	**11 925**	**100,0**

Tableau 17

Répartition des effectifs techniciens et assimilés selon le corps d'emploi et le sexe

31 mars 1984

Corps d'emploi	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Agents d'accréditation	1	0,0	6	0,1	7	0,1
Agents d'indemnisation	130	4,5	205	2,8	335	3,3
Agents de l'aide sociale	524	18,2	666	9,2	1 190	11,8
Agents de la main-d'oeuvre	89	3,1	171	2,4	260	2,6
Agents de la prévention des incendies	1	0,0	38	0,5	39	0,4
Agents de probation	1	0,0	1	0,0	2	0,0
Agents de recouvrement fiscal	32	1,1	94	1,3	126	1,2
Agents vérificateurs	188	6,5	525	7,3	713	7,1
Bibliotechniciens	171	5,9	53	0,7	224	2,2
Infirmières et infirmiers	36	1,3	5	0,1	41	0,4
Insp. établ. industriels commerciaux et édif. publics	0	0,0	195	2,7	195	1,9
Inspecteurs d'ascenseurs	0	0,0	20	0,3	20	0,2
Inspecteurs d'établissements hôteliers et touristiques	1	0,0	37	0,5	38	0,4
Inspecteurs de produits agricoles et d'aliments	39	1,4	175	2,4	214	2,1
Inspecteurs des appareils à pression	0	0,0	35	0,5	35	0,3
Inspecteurs en électricité	0	0,0	180	2,5	180	1,8
Inspecteurs en gaz	0	0,0	27	0,4	27	0,3
Inspecteurs en hygiène publique	7	0,2	75	1,0	82	0,8
Inspecteurs en produits pétroliers	0	0,0	14	0,2	14	0,1
Inspecteurs en tuyauterie	0	0,0	40	0,6	40	0,4
Instructeurs au simulateur	0	0,0	1	0,0	1	0,0
Pilotes d'aéronefs	0	0,0	70	1,0	70	0,7
Techniciens agricoles	19	0,7	170	2,3	189	1,9
Techniciens de l'entretien des aéronefs	0	0,0	34	0,5	34	0,3
Techniciens de l'équipement motorisé	0	0,0	36	0,5	36	0,4
Techniciens de la faune	14	0,5	123	1,7	137	1,4
Techniciens de laboratoire	94	3,3	211	2,9	305	3,0
Techniciens des travaux publics	21	0,7	1 255	17,3	1 276	12,6
Techniciens en administration	611	21,2	667	9,2	1 278	12,6
Techniciens en arts appliqués et graphiques	51	1,8	255	3,5	306	3,0
Techniciens en criminalistique	0	0,0	2	0,0	2	0,0
Techniciens en droit	151	5,3	109	1,5	260	2,6
Techniciens en eau et assainissement	22	0,8	159	2,2	181	1,8
Techniciens en économie domestique	14	0,5	0	0,0	14	0,1
Techniciens en électronique	0	0,0	154	2,1	154	1,5
Techniciens en foresterie	8	0,3	309	4,3	317	3,1
Techniciens en génie industriel	0	0,0	6	0,1	6	0,1
Techniciens en information	113	3,9	77	1,1	190	1,9
Techniciens en informatique	263	9,1	384	5,3	647	6,4
Techniciens en mécanique du bâtiment	2	0,1	41	0,6	43	0,4
Techniciens en radiologie médicale	4	0,1	0	0,0	4	0,0
Techniciens en ressources minérales	0	0,0	31	0,4	31	0,3
Techniciens en vérification fiscale	218	7,6	560	7,7	778	7,7
Techniciens judiciaires	51	1,8	21	0,3	72	0,7
Total	**2 876**	**28,4**	**7 237**	**71,6**	**10 113**	**100,0**

Tableau 18

Répartition des effectifs techniciens et assimilés selon la classe d'emploi et le sexe

31 mars 1984

Classe d'emploi		Femmes		Hommes		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001	Classe principale	133	4,6	1 179	16,3	1 312	13,0
002	Autres classes	2 743	95,4	6 058	83,7	8 801	87,0
099	**Total**	**2 876**	**28,4**	**7 237**	**71,6**	**10 113**	**100,0**

Tableau 19

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon la catégorie d'emploi et le sexe

1983-1984

Catégorie d'emploi		Femmes		Hommes		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
004	Professionnels	1 077	7,4	1 431	7,2	2 508	7,2
005	Personnel bureau, tech. et ass.	9 475	64,8	4 396	22,0	13 871	40,1
006	Agents de la paix	37	0,3	365	1,8	402	1,2
007	Ouvriers	1 583	10,8	11 174	55,9	12 757	36,8
008	Autres	2 461	16,8	2 633	13,2	5 094	14,7
099	**Ensemble des effectifs**	**14 633**	**42,3**	**19 999**	**57,7**	**34 632**	**100,0**

Tableau 20

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon le ministère
1983-1984

Ministère	Avec droit rappel		Sans droit rappel		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Affaires culturelles	27	0,3	512	2,1	539	1,6
Affaires intergouvernementales	0	0,0	110	0,5	110	0,3
Affaires municipales	0	0,0	155	0,6	155	0,4
Affaires sociales	0	0,0	231	1,0	231	0,7
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	520	5,0	1 122	4,6	1 642	4,7
Assemblée nationale	0	0,0	389	1,6	389	1,1
Bureau du vérificateur général du Québec	0	0,0	20	0,1	20	0,1
Commerce extérieur	0	0,0	27	0,1	27	0,1
Commission administrative des régimes de retraite	0	0,0	46	0,2	46	0,1
Commission d'accès à l'information	0	0,0	5	0,0	5	0,0
Commission de la fonction publique	0	0,0	5	0,0	5	0,0
Commission de la santé et de la sécurité du travail	0	0,0	154	0,6	154	0,4
Commission de protection du territoire agricole du Québec	0	0,0	98	0,4	98	0,3
Commission de surveillance de la langue française	0	0,0	16	0,1	16	0,0
Commission des normes du travail	6	0,1	38	0,2	44	0,1
Commission des transports	0	0,0	28	0,1	28	0,1
Commission des valeurs mobilières du Québec	0	0,0	17	0,1	17	0,0
Communautés culturelles et Immigration	0	0,0	571	2,4	571	1,6
Communications	1	0,0	299	1,2	300	0,9
Conseil de la langue française	0	0,0	7	0,0	7	0,0
Conseil du statut de la femme	0	0,0	34	0,1	34	0,1
Conseil du Trésor	0	0,0	36	0,1	36	0,1
Conseil exécutif	0	0,0	250	1,0	250	0,7
Curateur public	2	0,0	17	0,1	19	0,1
Directeur général des élections	0	0,0	162	0,7	162	0,5
Éducation	159	1,5	569	2,4	728	2,1
Énergie et des Ressources	1 124	10,7	4 959	20,5	6 083	17,6
Environnement	36	0,3	656	2,7	692	2,0
Financement forestier	0	0,0	2	0,0	2	0,0
Finances	11	0,1	171	0,7	182	0,5
Fonction publique	0	0,0	45	0,2	45	0,1
Habitation et de la Protection du consommateur	0	0,0	125	0,5	125	0,4
Industrie, du Commerce et du Tourisme	33	0,3	569	2,4	602	1,7
Inspecteur général des institutions financières	16	0,2	52	0,2	68	0,2
Justice	0	0,0	1 761	7,3	1 761	5,1
Loisir, de la Chasse et de la Pêche	1 714	16,4	2 201	9,1	3 915	11,3
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	31	0,3	2 283	9,5	2 314	6,7
Office de la langue française	30	0,3	217	0,9	247	0,7
Office de la protection du consommateur	0	0,0	36	0,1	36	0,1
Office de planification et de développement du Québec	0	0,0	156	0,6	156	0,5
Office des personnes handicapées du Québec	0	0,0	69	0,3	69	0,2
Office des professions du Québec	0	0,0	15	0,1	15	0,0

Tableau 20 (suite)

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon le ministère

1983-1984

Ministère	Avec droit rappel		Sans droit rappel		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Office des services de garde à l'enfance	0	0,0	23	0,1	23	0,1
Office du crédit agricole du Québec	0	0,0	40	0,2	40	0,1
Office du recrutement et de la sélection du personnel	0	0,0	15	0,1	15	0,0
Régie de l'assurance-automobile	297	2,8	235	1,0	532	1,5
Régie de l'assurance-maladie du Québec	0	0,0	65	0,3	65	0,2
Régie des assurances agricoles du Québec	3	0,0	33	0,1	36	0,1
Régie des entreprises de construction du Québec	0	0,0	61	0,3	61	0,2
Régie des grains	2	0,0	5	0,0	7	0,0
Régie des rentes du Québec	0	0,0	142	0,6	142	0,4
Régie des services publics	0	0,0	6	0,0	6	0,0
Régie du logement	40	0,4	84	0,3	124	0,4
Revenu	1 471	14,0	2 153	8,9	3 624	10,5
Science et technologie	0	0,0	14	0,1	14	0,0
Société d'habitation du Québec	0	0,0	109	0,5	109	0,3
Sûreté du Québec	0	0,0	172	0,7	172	0,5
Transports	4 946	47,2	2 313	9,6	7 259	21,0
Travail	0	0,0	59	0,2	59	0,2
Travaux publics et approvisionnement	9	0,1	390	1,6	399	1,2
Total	**10 478**	**30,3**	**24 154**	**69,7**	**34 632**	**100,0**

Tableau 21

Répartition des effectifs du personnel saisonnier selon le ministère et la catégorie d'emploi

31 mars 1984

Ministère	Agents paix		Ouvriers		Autres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	0	0,0	24	9,0	0	0,0	24	8,8
Énergie et des Ressources	0	0,0	48	17,9	0	0,0	48	17,6
Loisir, de la Chasse et de la Pêche	4	100,0	44	16,4	0	0,0	48	17,6
Transports	0	0,0	152	56,7	0	0,0	152	55,9
Total	**4**	**1,5**	**268**	**98,5**	**0**	**0,0**	**272**	**100,0**

Tableau 22

Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ

1983-1984

Ministère	Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Affaires culturelles	Femmes	3	37,5	0	0,0	5	50,0	4	66,7	0	0,0	12	50,0
	Hommes	5	62,5	0	0,0	5	50,0	2	33,3	0	0,0	12	50,0
	Total	**8**	**1,1**	**0**	**0,0**	**10**	**2,3**	**6**	**1,8**	**0**	**0,0**	**24**	**1,4**
Affaires intergouvernementales	Femmes	0	0,0	2	66,7	2	50,0	0	0,0	0	0,0	4	44,4
	Hommes	2	100,0	1	33,3	2	50,0	0	0,0	0	0,0	5	55,6
	Total	**2**	**0,3**	**3**	**2,2**	**4**	**0,9**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**9**	**0,5**
Affaires municipales	Femmes	2	16,7	0	0,0	1	50,0	2	40,0	0	0,0	5	26,3
	Hommes	10	83,3	0	0,0	1	50,0	3	60,0	0	0,0	14	73,7
	Total	**12**	**1,6**	**0**	**0,0**	**2**	**0,5**	**5**	**1,5**	**0**	**0,0**	**19**	**1,1**
Affaires sociales	Femmes	18	64,3	0	0,0	6	42,9	5	55,6	0	0,0	29	51,8
	Hommes	10	35,7	5	100,0	8	57,1	4	44,4	0	0,0	27	48,2
	Total	**28**	**3,7**	**5**	**3,6**	**14**	**3,2**	**9**	**2,7**	**0**	**0,0**	**56**	**3,4**
Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Femmes	2	4,1	0	0,0	10	37,0	4	22,2	1	100,0	17	16,3
	Hommes	47	95,9	9	100,0	17	63,0	14	77,8	0	0,0	87	83,7
	Total	**49**	**6,5**	**9**	**6,6**	**27**	**6,3**	**18**	**5,4**	**1**	**16,7**	**104**	**6,3**
Assemblée nationale	Femmes	3	33,3	1	100,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	5	41,7
	Hommes	6	66,7	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	7	58,3
	Total	**9**	**1,2**	**1**	**0,7**	**0**	**0,0**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**12**	**0,7**
Bureau du vérificateur général du Québec	Femmes	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	11,1
	Hommes	0	0,0	0	0,0	4	100,0	4	100,0	0	0,0	8	88,9
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**9**	**0,5**
Commerce extérieur	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	1	33,3
	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1	50,0	0	0,0	2	66,7
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**3**	**0,2**
Commission administrative des régimes de retraite	Femmes	1	100,0	0	0,0	2	50,0	2	100,0	0	0,0	5	62,5
	Hommes	0	0,0	1	100,0	2	50,0	0	0,0	0	0,0	3	37,5
	Total	**1**	**0,1**	**1**	**0,7**	**4**	**0,9**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**8**	**0,5**
Commission de la Fonction publique	Hommes	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Commission de protection du territoire agricole	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,5**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Commission de surveillance de la langue française	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1	50,0
	Hommes	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Commission des transports	Femmes	0	0,0	0	0,0	3	50,0	1	100,0	0	0,0	4	40,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	6	60,0
	Total	**2**	**0,3**	**1**	**0,7**	**6**	**1,4**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**10**	**0,6**
Commission des valeurs mobilières	Femmes	0	0,0	0	0,0	2	66,7	3	75,0	0	0,0	5	71,4
	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	33,3	1	25,0	0	0,0	2	28,6
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**3**	**0,7**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**7**	**0,4**
Communautés culturelles et Immigration	Femmes	2	100,0	1	100,0	3	75,0	1	50,0	0	0,0	7	77,8
	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	25,0	1	50,0	0	0,0	2	22,2
	Total	**2**	**0,3**	**1**	**0,7**	**4**	**0,9**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**9**	**0,5**
Communications	Femmes	5	33,3	2	25,0	7	41,2	7	43,8	0	0,0	21	37,5
	Hommes	10	66,7	6	75,0	10	58,8	9	56,3	0	0,0	35	62,5
	Total	**15**	**2,0**	**8**	**5,8**	**17**	**3,9**	**16**	**4,8**	**0**	**0,0**	**56**	**3,4**
Conseil de la langue française	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**

Tableau 22 (suite)

Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ

1983-1984

Ministère	Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Conseil du statut de la femme	Femmes	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	2	100,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Conseil du Trésor	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	1	25,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	2	100,0	0	0,0	3	75,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,5**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**4**	**0,2**
Conseil exécutif	Femmes	1	25,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	2	28,6
	Hommes	3	75,0	0	0,0	1	100,0	1	50,0	0	0,0	5	71,4
	Total	**4**	**0,5**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**7**	**0,4**
Curateur public	Femmes	0	0,0	0	0,0	3	1000	2	66,7	0	0,0	5	83,3
	Hommes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	33,3	0	0,0	1	16,7
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**3**	**0,7**	**3**	**0,9**	**0**	**0,0**	**6**	**0,4**
Directeur général des élections	Hommes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Éducation	Femmes	12	35,3	0	0,0	9	39,1	7	28,0	0	0,0	28	32,2
	Hommes	22	64,7	5	100,0	14	60,9	18	72,0	0	0,0	59	67,8
	Total	**34**	**4,5**	**5**	**3,6**	**23**	**5,3**	**25**	**7,4**	**0**	**0,0**	**87**	**5,2**
Énergie et des Ressources	Femmes	3	8,3	0	0,0	9	50,0	3	27,3	1	50,0	16	23,2
	Hommes	33	91,7	2	100,0	9	50,0	8	72,7	1	50,0	53	76,8
	Total	**36**	**4,8**	**2**	**1,5**	**18**	**4,2**	**11**	**3,3**	**2**	**33,3**	**69**	**4,2**
Environnement	Femmes	1	16,7	0	0,0	6	54,5	1	50,0	0	0,0	8	40,0
	Hommes	5	83,3	1	100,0	5	45,5	1	50,0	0	0,0	12	60,0
	Total	**6**	**0,8**	**1**	**0,7**	**11**	**2,6**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**20**	**1,2**
Finances	Femmes	4	36,4	1	100,0	4	36,4	1	20,0	0	0,0	10	35,7
	Hommes	7	63,6	0	0,0	7	63,6	4	80,0	0	0,0	18	64,3
	Total	**11**	**1,5**	**1**	**0,7**	**11**	**2,6**	**5**	**1,5**	**0**	**0,0**	**28**	**1,7**
Fonction publique	Femmes	1	33,3	0	0,0	0	0,0	1	16,7	0	0,0	2	18,2
	Hommes	2	66,7	0	0,0	2	100,0	5	83,3	0	0,0	9	81,8
	Total	**3**	**0,4**	**0**	**0,0**	**2**	**0,5**	**6**	**1,8**	**0**	**0,0**	**11**	**0,7**
Habitation et de la Protection du consommateur	Femmes	3	18,8	0	0,0	1	16,7	0	0,0	0	0,0	4	16,7
	Hommes	13	81,3	0	0,0	5	83,3	2	100,0	0	0,0	20	83,3
	Total	**16**	**2,1**	**0**	**0,0**	**6**	**1,4**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**24**	**1,4**
Industrie du Commerce et du Tourisme	Femmes	3	42,9	0	0,0	5	31,3	5	71,4	0	0,0	13	38,2
	Hommes	4	57,1	4	100,0	11	68,8	2	28,6	0	0,0	21	61,8
	Total	**7**	**0,9**	**4**	**2,9**	**16**	**3,7**	**7**	**2,1**	**0**	**0,0**	**34**	**2,0**
Inspecteur général des institutions financières	Femmes	0	0,0	0	0,0	3	42,9	2	50,0	0	0,0	5	35,7
	Hommes	1	100,0	2	100,0	4	57,1	2	50,0	0	0,0	9	64,3
	Total	**1**	**0,1**	**2**	**1,5**	**7**	**1,6**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**14**	**0,8**
Justice	Femmes	23	28,0	4	21,1	39	53,4	22	38,6	0	0,0	88	38,1
	Hommes	59	72,0	15	78,9	34	46,6	35	61,4	0	0,0	143	61,9
	Total	**82**	**10,9**	**19**	**13,9**	**73**	**16,9**	**57**	**17,0**	**0**	**0,0**	**231**	**13,9**
Loisir de la Chasse et de la Pêche	Femmes	3	9,4	0	0,0	5	41,7	0	0,0	0	0,0	8	14,3
	Hommes	29	90,6	5	100,0	7	58,3	6	100,0	1	100,0	48	85,7
	Total	**32**	**4,3**	**5**	**3,6**	**12**	**2,8**	**6**	**1,8**	**1**	**16,7**	**56**	**3,4**
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	Femmes	12	33,3	1	12,5	15	83,3	11	61,1	1	50,0	40	48,8
	Hommes	24	66,7	7	87,5	3	16,7	7	38,9	1	50,0	42	51,2
	Total	**36**	**4,8**	**8**	**5,8**	**18**	**4,2**	**18**	**5,4**	**2**	**33,3**	**82**	**4,9**
Office de la langue française	Femmes	0	0,0	1	100,0	0	0,0	2	40,0	0	0,0	3	30,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	4	100,0	3	60,0	0	0,0	7	70,0
	Total	**0**	**0,0**	**1**	**0,7**	**4**	**0,9**	**5**	**1,5**	**0**	**0,0**	**10**	**0,6**

Tableau 22 (suite)

Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ

1983-1984

Ministère	Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Office de la protection du consommateur	Femmes	0	0,0	0	0,0	2	40,0	0	0,0	0	0,0	2	33,3
	Hommes	0	0,0	0	0,0	3	60,0	1	100,0	0	0,0	4	66,7
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**5**	**1,2**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**6**	**0,4**
Office de planification et de développement	Femmes	1	50,0	0	0,0	1	33,3	3	75,0	0	0,0	5	55,6
	Hommes	1	50,0	0	0,0	2	66,7	1	25,0	0	0,0	4	44,4
	Total	**2**	**0,3**	**0**	**0,0**	**3**	**0,7**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**9**	**0,5**
Office des personnes handicapées	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	33,3	0	0,0	0	0,0	1	25,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	2	66,7	1	100,0	0	0,0	3	75,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**3**	**0,7**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**4**	**0,2**
Office des professions du Québec	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,5**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Office des services de garde à l'enfance	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Office du crédit agricole du Québec	Femmes	1	25,0	0	0,0	1	25,0	2	66,7	0	0,0	4	36,4
	Hommes	3	75,0	0	0,0	3	75,0	1	33,3	0	0,0	7	63,6
	Total	**4**	**0,5**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**3**	**0,9**	**0**	**0,0**	**11**	**0,7**
Office du recrutement et de la sélection du personnel	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	100,0	3	33,3	0	0,0	4	40,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	6	66,7	0	0,0	6	60,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**9**	**2,7**	**0**	**0,0**	**10**	**0,6**
Régie des assurances agricoles du Québec	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1	25,0
	Hommes	0	0,0	1	100,0	2	100,0	0	0,0	0	0,0	3	75,0
	Total	**0**	**0,0**	**1**	**0,7**	**2**	**0,5**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**4**	**0,2**
Régie des entreprises de construction	Femmes	0	0,0	0	0,0	2	50,0	1	33,3	0	0,0	3	33,3
	Hommes	2	100,0	0	0,0	2	50,0	2	66,7	0	0,0	6	66,7
	Total	**2**	**0,3**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**3**	**0,9**	**0**	**0,0**	**9**	**0,5**
Régie du logement	Femmes	1	50,0	0	0,0	1	50,0	5	71,4	0	0,0	7	63,6
	Hommes	1	50,0	0	0,0	1	50,0	2	28,6	0	0,0	4	36,4
	Total	**2**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,5**	**7**	**2,1**	**0**	**0,0**	**11**	**0,7**
Revenu	Femmes	23	41,8	3	27,3	19	59,4	18	51,4	0	0,0	63	47,4
	Hommes	32	58,2	8	72,7	13	40,6	17	48,6	0	0,0	70	52,6
	Total	**55**	**7,3**	**11**	**8,0**	**32**	**7,4**	**35**	**10,4**	**0**	**0,0**	**133**	**8,0**
Société d'habitation du Québec	Femmes	0	0,0	0	0,0	1	50,0	2	66,7	0	0,0	3	37,5
	Hommes	1	100,0	2	100,0	1	50,0	1	33,3	0	0,0	5	62,5
	Total	**1**	**0,1**	**2**	**1,5**	**2**	**0,5**	**3**	**0,9**	**0**	**0,0**	**8**	**0,5**
Sûreté du Québec	Femmes	4	36,4	0	0,0	9	69,2	3	33,3	0	0,0	16	48,5
	Hommes	7	63,6	0	0,0	4	30,8	6	66,7	0	0,0	17	51,5
	Total	**11**	**1,5**	**0**	**0,0**	**13**	**3,0**	**9**	**2,7**	**0**	**0,0**	**23**	**2,0**
Transports	Femmes	11	5,3	1	2,9	14	41,2	8	29,6	0	0,0	34	11,1
	Hommes	198	94,7	34	97,1	20	58,8	19	70,4	0	0,0	271	88,9
	Total	**209**	**27,8**	**35**	**25,5**	**34**	**7,9**	**27**	**8,0**	**0**	**0,0**	**305**	**18,4**
Travail	Femmes	1	20,0	0	0,0	2	50,0	0	0,0	0	0,0	3	33,3
	Hommes	4	80,0	0	0,0	2	50,0	0	0,0	0	0,0	6	66,7
	Total	**5**	**0,7**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**9**	**0,5**
Travaux publics et approvisionnement	Femmes	11	18,3	0	0,0	2	15,4	2	50,0	0	0,0	15	17,0
	Hommes	49	81,7	11	100,0	11	84,6	2	50,0	0	0,0	73	83,0
	Total	**60**	**8,0**	**11**	**8,0**	**13**	**3,0**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**88**	**5,3**
Total	**Femmes**	**157**	**20,9**	**17**	**12,4**	**200**	**46,4**	**139**	**41,4**	**3**	**50,0**	**516**	**31,1**
	Hommes	**594**	**79,1**	**120**	**87,6**	**231**	**53,6**	**197**	**58,6**	**3**	**50,0**	**1 145**	**68,9**
	Total	**751**	**45,2**	**137**	**8,2**	**431**	**25,9**	**336**	**20,2**	**6**	**0,4**	**1 661**	**100,0**

Tableau 23

Répartition des effectifs réguliers autorisés au 1er avril 1983 et au 1er avril 1984, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1984, selon le ministère ou l'organisme

Ministère/organisme	Effectifs autorisés 1983-04-01	Effectifs autorisés 1984-03-31	Effectifs en place 1984-03-31
Affaires culturelles	903	887	885
Affaires intergouvernementales	423	422	404
Affaires municipales	574	570	544
Affaires sociales	1 309	1 281	1 217
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 845	2 785	2 728
Assemblée nationale	625	655	523
Bureau du vérificateur général du Québec	170	170	162
Commerce extérieur	153	199	197
Commission administrative du régime de retraite	401	391	384
Commission d'appel de francisation des entreprises	2	2	3
Commission de la fonction publique	47	44	39
Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 742	2 703	2 550
Commission de protection du territoire agricole	100	98	85
Commission de surveillance de la langue française	34	33	33
Commission des normes du travail	418	414	391
Commission des transports	297	282	278
Commission des valeurs mobilières	85	88	83
Communautés culturelles et Immigration	436	435	407
Communications	1 181	1 164	1 114
Conseil de la langue française	37	36	33
Conseil du statut de la femme	75	73	68
Conseil du Trésor	191	190	172
Conseil exécutif	614	387	355
Curatelle publique	136	137	129
Directeur général des élections	180	168	138
Éducation	2 111	2 086	2 079
Énergie et Ressources	2 499	2 453	2 446
Environnement	1 121	1 086	1 090
Financement forestier	24	24	24
Finances	993	1 210	1 210
Fonction publique	407	386	343
Habitation et Protection du consommateur	803	789	777
Industrie, Commerce et Tourisme	1 047	1 154	1 029
Inspecteur général des institutions financières	406	453	397
Justice	7 242	7 460	6 812
Loisir, Chasse et Pêche	2 291	2 260	2 230
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	3 133	3 182	3 089
Office de la langue française	391	372	352
Office de la protection du consommateur	229	225	205
Office de planification et de développement du Québec	157	147	144
Office des personnes handicapées du Québec	86	85	76
Office des professions	50	49	44
Office des services de garde à l'enfance	36	40	38
Office du crédit agricole	304	321	290
Office du recrutement et de la sélection du personnel	230	220	178
Régie de l'assurance-automobile du Québec	1 916	1 913	1 763
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 411	1 398	1 275
Régie des assurances agricoles	101	99	91
Régie des entreprises de construction du Québec	109	108	103
Régie des grains	24	24	24
Régie des rentes du Québec	720	725	692
Régie des services publics	62	60	57
Régie du logement	345	339	265
Revenu	4 385	4 355	4 165

Tableau 23 (suite)

Répartition des effectifs réguliers autorisés au 1er avril 1983 et au 1er avril 1984, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1984, selon le ministère ou l'organisme

Ministère/organisme	Effectifs autorisés 1983-04-01	Effectifs autorisés 1984-03-31	Effectifs en place 1984-03-31
Société d'habitation du Québec	391	387	382
Sûreté du Québec*	973	1 162	943
Transports	8 746	8 354	8 229
Travail	302	315	291
Travaux publics et approvisionnement	2 296	1 950	2 105
Total	**59 319**	**58 805**	**56 160**

* Les données sur la Sûreté du Québec n'incluent pas celles concernant les policiers. Ces données sont les suivantes: effectifs autorisés au 83-04-01: 4 549; effectifs autorisés au 84-03-31: 4 464.

Tableau 24

Répartition des personnes-année occasionnelles attribuées par le Conseil du trésor (à titre indicatif) et utilisation, selon le ministère ou l'organisme, 1983-1984

Ministère/organisme	Personnes-année autorisées	Utilisation 1983-1984
Affaires culturelles	146	160,79
Affaires intergouvernementales	19	24,00
Affaires municipales	76	84,93
Affaires sociales	69	55,65
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	570	527,52
Assemblée nationale	231	86,57
Bureau du vérificateur général du Québec	2	1,99
Commerce extérieur	4	11,34
Commission administrative du régime de retraite	15	13,16
Commission d'appel de francisation des entreprises	—	—
Commission de la fonction publique	3	1,70
Commission de la représentation électorale	—	—
Commission de la santé et de la sécurité du travail	200	81,45
Commission de protection du territoire agricole	28	36,11
Commission de surveillance de la langue française	5	4,40
Commission des normes du travail	46	41,70
Commission des transports	15	14,56
Commission des valeurs mobilières	7	6,74
Communautés culturelles et Immigration	110	139,11
Communications	78	99,00
Conseil de la langue française	4	2,80
Conseil du statut de la femme	—	—
Conseil du trésor	11	9,92
Conseil exécutif	128	129,64
Curatelle publique	4	9,03
Directeur général des élections	22	0
Éducation	285	275,28
Énergie et Ressources	1 158	1 322,51
Environnement	243	228,20
Financement forestier	1	1,00
Finances	44	62,08
Fonction publique	22	21,00
Habitation et Protection du consommateur	47	40,21
Industrie, Commerce et Tourisme	162	196,04
Inspecteur général des institutions financières	44	24,20
Justice	448	613,00
Loisir, Chasse et Pêche	996	987,10
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	554	909,92

Tableau 24 (suite)

Répartition des personnes-année occasionnelles attribuées par le Conseil du trésor (à titre indicatif) et utilisation, selon le ministère ou l'organisme, 1983-1984

Ministère/organisme	Personnes-année autorisées	Utilisation 1983-1984
Office de la langue française	48	75,08
Office de la protection du consommateur	26	22,46
Office de planification et de développement du Québec	88	93,80
Office des personnes handicapées du Québec	14	22,72
Office des professions	4	3,45
Office du crédit agricole	21	27,90
Office du recrutement et de la sélection du personnel	9	5,70
Régie de l'assurance-automobile du Québec	534	411,23
Régie de l'assurance-maladie du Québec	75	57,33
Régie des assurances agricoles	22	17,81
Régie des entreprises de construction du Québec	12	22,79
Régie des rentes du Québec	47,05	96,56
Régie des services publics	6	2,31
Régie du logement	51	57,34
Revenu	861	748,24
Société d'habitation du Québec	42	66,03
Sûreté du Québec	84	77,17
Transports	2 608	1 960,14
Travail	30	15,56
Travaux publics et approvisionnement	171	144,62
Total	**10 550,05**	**10 150,89**